

---

# Ouvrir la boîte noire des statistiques du développement : le groupe AMIRA (Amélioration des méthodes d'investigation en milieu rural africain) dans la revue *StatÉco* (INSEE)

---



Cyprien ROUSSET<sup>1</sup>

Ariane SESSEGO<sup>2</sup>

Élèves de l'École normale supérieure, département de sciences sociales

---

## TITLE

Opening the « Black Box » of Development Statistics: the AMIRA Group (Amelioration of Investigation Methods in Rural Africa) in *StatÉco* (INSEE)

## RÉSUMÉ

À la jonction entre l'INSEE, l'ORSTOM et le ministère de la Coopération, le groupe AMIRA (Amélioration des méthodes d'investigation en milieu rural africain) a mené entre 1975 et 1988 des réflexions méthodologiques autour des statistiques socio-économiques du développement, sous un angle pluridisciplinaire innovant, faisant écho aux débats méthodologiques actuels de l'économie du développement, et qui semblent pourtant être aujourd'hui oubliés. Comment ce groupe est-il né ? Comment comprendre la place de ses réflexions, portant sur le secteur informel, les unités statistiques et le rapport au terrain ? Et quels sont ses héritages aujourd'hui ? La socio-histoire de ce groupe se propose d'ouvrir des pistes pour éclairer les usages contemporains des statistiques du développement.

**Mots-clés :** coopération statistique post-coloniale, développement, méthodologie de la quantification, statistiques socio-économiques, pluridisciplinarité.

## ABSTRACT

At the junction between the National Statistics Administration (INSEE), ORSTOM, and the Ministry of Cooperation, the AMIRA Group carried out, between 1975 and 1988, methodological studies on socio-economic statistics in the context of development using an innovative multidisciplinary approach in resonance with the current methodological debates in development economics, but that today appear to have been forgotten. How was this group born? How can we understand the influence of its reflections on the quantification of the informal sector, statistical units and fieldwork? And what is its legacy today? The socio-history of this group can open paths to understanding contemporary practices in development statistics.

**Keywords:** post-colonial statistical cooperation, development, methodology of quantification, socio-economic statistics, multidisciplinary.

---

1. cyprien.rousset@ens.psl.eu  
2. ariane.sessego@ens.psl.eu

« Comment en effet calculer la ration d'un individu ou d'un saré (unité d'habitation) quand on constate que chaque épouse du chef de famille a sa cuisine, que les plats s'échangent, qu'au moment des repas des groupes – hommes d'un côté, femmes et enfants de l'autre – composés de membres de plusieurs familles ou habitations se forment en mettant en commun leurs plats et ce au gré des circonstances ? Comment établir un budget lorsque la décision varie, depuis l'individu jusqu'au chef de village, en fonction de la nature même de la dépense ou de la source de revenus ? Bref tout circulait selon des règles certainement codifiées mais totalement rebelles au désir "d'unité" des statisticiens. Je m'arrachais les cheveux pour cerner ces fameuses unités statistiques – ménages, groupes budgétaires, groupes alimentaires – qui ne coïncidaient guère avec les structures locales. »

Réflexions sur la mise en place de la première enquête statistique sur la consommation et le niveau de vie des populations dans l'Adamaoua, Cameroun en 1963.

Gérard Winter, *À la recherche du développement : un fonctionnaire au service d'une passion*, 2010

« Le plus difficile n'est pas de quantifier mais de qualifier de façon cohérente l'ensemble des interrelations. »

Gérard Ancey, « Niveaux de décision et fonctions objectif en milieu rural africain », *StatÉco*, n°8, 1976

## 1. Introduction

L'essor des expériences randomisées marque aujourd'hui le renouveau des théories du développement, aspirant à l'élaboration de « politiques fondées sur les faits » (*evidence-based policy*, Bruno, 2015). Ces méthodes suscitent cependant de nombreux débats politiques et méthodologiques (Bédécarrats, Guérin, Roubaud, 2013 ; Deaton et Cartwright, 2016), comme l'ont montré les réactions au prix de la Banque de Suède en sciences économiques en mémoire d'Alfred Nobel, qui a distingué pour cette nouvelle approche Esther Duflo, Michael Kremer et Abhijit Banerjee en octobre 2019. Cette querelle des méthodes appelle à replacer dans une perspective socio-historique les statistiques du développement, appuis fondamentaux mais controversés à la recherche et aux politiques du développement.

L'étude critique des statistiques du développement s'inscrit dans une analyse initiée par Alain Desrosières, portant sur « *l'amont de la chaîne de production et d'usages des statistiques, c'est-à-dire au moment de la conception et de la mise en œuvre de la collecte des informations qui sont à l'origine de ces statistiques* » (Desrosières, 2014, chapitre 6). L'histoire longue des statistiques du développement insiste avant tout sur le manque de données dans les pays les plus pauvres – dont de nombreux sont situés en Afrique subsaharienne – (Jerven, 2013) et les controverses liées à leurs usages politiques (Fioramonti, 2014 ; Egil, 2015) souvent évoqués sous le registre de la manipulation (Bonnecase, 2015). Cependant, l'Afrique post-coloniale et contemporaine a été et continue d'être le lieu de réflexions critiques, d'innovations et d'usages nouveaux, qu'il faut comprendre dans leurs contextes propres et pour les usages qui leur sont destinés, comme l'ont montré Louise Barré sur l'usage du sondage démographique dès les années 1950 en Côte d'Ivoire (Barré, 2017) ou François Enten analysant les outils de gestion de crise alimentaire et l'évolution des méthodes de calcul de l'État éthiopien contemporain (Enten, 2017)<sup>3</sup>.

C'est dans cette perspective que nous souhaitons aborder les travaux du groupe Amélioration des méthodes d'investigation en milieu rural (AMIRA). En effet, ils permettent d'éclairer sous

3. Voir également le numéro 145 de la revue *Politiques africaines* dirigé par Boris Samuel, dont sont extraits les articles illustrant cette approche.

un nouvel angle la réflexion et la production statistique en Afrique post-coloniale francophone, fruit d'une co-production entre les États nouvellement indépendants et les administrations françaises. Groupe français actif de 1975 à 1988, à cheval entre l'INSEE<sup>4</sup> et l'ORSTOM<sup>5</sup> et soutenu par le ministère français de la Coopération, AMIRA constitue une expérience courte mais novatrice de réflexions méthodologiques et d'innovations techniques et s'inscrit dans une coopération statistique entre les administrations nationales nouvellement souveraines et les anciens pouvoirs coloniaux. Structure souple ayant réuni une centaine de membres d'horizons divers (statisticiens, sociologues, anthropologues, géographes...), le groupe AMIRA met en œuvre une approche pluridisciplinaire pour l'élaboration d'une représentation statistique fidèle du monde économique et social, initialement dans les milieux ruraux africains, puis incluant par la suite les milieux urbains, l'Asie et l'Amérique latine. Près de soixante-dix notes ont été produites, qui s'attachent à ouvrir et à interroger la « boîte noire des statistiques » (Desrosières, 1992). L'activité du groupe a notamment abouti à la publication à la Banque mondiale d'une note synthétisant leurs réflexions<sup>6</sup>.

Mettant au premier plan les statistiques comme une « série d'arrangements, de jeux de composition, d'utilisation de ficelles » (Samuel, 2017)<sup>7</sup>, les réflexions de ce groupe font écho aux controverses aujourd'hui au cœur de l'économie et des politiques du développement. On peut alors chercher à mettre ses travaux et ses activités en perspective : quelle a été la place d'AMIRA et de ses réflexions dans les milieux statistiques et dans la pratique de la statistique au sein de la coopération statistique française et des instituts statistiques francophones ? Quels sont ses apports méthodologiques et épistémologiques ? Que peut-on considérer comme héritage de ce groupe après sa dissolution en 1988 ? Il s'agit ici, en retraçant les principales caractéristiques et travaux du groupe, de proposer une socio-histoire de ses réflexions critiques et méthodologiques sur les statistiques socio-économiques du développement depuis la France, tout en cherchant à les replacer dans son contexte international.

## 1.1 Contexte de la coopération statistique franco-africaine

Le groupe AMIRA s'inscrit d'abord dans le cadre d'une coopération statistique protéiforme entre la France et ses anciennes colonies, témoignant d'une certaine continuité avec la période coloniale. En effet, les trente dernières années de la colonisation ont été celles d'une affirmation croissante de l'État dans les colonies. Au cœur de la domination coloniale, cet « État développementaliste » (Bonneuil, 2000) met en place des politiques « volontaristes » de connaissance et d'action passant par la production de chiffres sur la croissance et le revenu par habitant dans les colonies<sup>8</sup>, même si les réalisations restent pour beaucoup en-deçà des ambitions initiales. Les pays nouvellement indépendants se sont saisis de ce volontarisme économique et social, poursuivant et amplifiant cette tendance par l'intermédiaire de plans de développement, alimentant en statistiques les besoins des gouvernements et des bailleurs de fonds (Bonnecase, 2015). Ces premières décennies d'indépendance sont également marquées par la persistance de dépendances à l'appareil étatique français, notamment statistique, marquées par une forte « assistance technique » de la France. Cette continuité s'illustre par une mise à disposition de personnels : plusieurs dizaines de milliers d'assistants techniques « résidentiels » (à moyen ou long terme, dont de nombreux membres d'AMIRA ont fait partie)

4. Institut National des Statistiques et Études Économiques.

5. Office de la Recherche Scientifique et Technique d'Outre-Mer, l'un des principaux organismes de recherche centré sur le développement, créé en 1943. Il est devenu en 1998 l'IRD (Institut de Recherche pour le développement), avec un statut d'EPST (Établissement public à caractère scientifique et technique) lui conférant des prérogatives et contraintes nouvelles pour son personnel.

6. Dubois J.-L. (1992), « Think before measuring: methodological innovations for the collection and analysis of statistical data », *Social dimensions of adjustment in sub-Saharan Africa working paper*, n° 7, Washington DC, World Bank.

7. Réflexion faisant notamment écho aux travaux de l'anthropologie de la quantification de l'économie et de la finance, dans les pays à faible revenu tout comme dans les pays à haut revenu : Harper R. H. R. (1998), *Inside the IMF. An Ethnography of Documents, Technology and Organizational Action*, San Diego, Academic Press, pp. 122 et suivantes ; Mussa M. et M. Savastano (1999), « The IMF Approach to Economic Stabilization », *IMF Working Paper*, n° 104, pp. 1-42 ; Fourquet F. (1980), *Les comptes de la puissance. Histoire de la comptabilité nationale et du plan*, Paris, Éditions Recherches.

8. La création de l'ORSTOM en 1944 fait partie de cette volonté de produire du savoir dans une perspective interventionniste.

sont présents dans les anciennes colonies dans les décennies 1960 à 1980 (Charnoz et Severino, 2015). En 1980, ces derniers estiment leur nombre à 23 000, dont des statisticiens INSEE (de l'ordre de plusieurs dizaines au moins, jusqu'à une centaine<sup>9</sup>) ; l'INSEE contribue également à la formation des statisticiens africains, en publiant par exemple en 1963 un « manuel de comptabilité nationale » à destination des pays francophones d'Afrique<sup>10</sup>.

Au-delà de cette relation post-coloniale, les années 1960 à 1980 sont aussi marquées par l'émergence des institutions internationales : elles deviennent en effet, suite aux indépendances, des acteurs majeurs du développement, intensifiant la production de savoirs et de statistiques. Ainsi, le développement économique suscite un engouement et s'inscrit pour la première fois à l'agenda politique international : la décennie 1960-1970 est déclarée « Décennie des Nations Unies pour le développement ». Cette diversification des acteurs est rapidement suivie, à partir des années 1970, de déconvenues, face aux effets limités des politiques mises en œuvre, à l'origine d'une remise en question ainsi qu'un renouveau des théories économiques (Assidon, 2002). C'est dans cette période de foisonnement et d'émergence de champs spécialisés qu'AMIRA émerge, avant que ce tournant ne prenne une orientation définitivement libérale à partir du milieu des années 1980, au grand dam du groupe, laissant la place aux politiques d'ajustement structurel.

## 1.2 Sources et méthodes

### 1.2.1 Saisir les réflexions d'AMIRA dans le cercle des praticiens : la revue *StatÉco*

Nous avons avant tout travaillé à partir de la revue *StatÉco* et des contributions qu'y a faites AMIRA. Publié par André Ficatier et quelques statisticiens exerçant en Afrique à partir de 1972, repris par le service de coopération de l'INSEE en 1976, *StatÉco* est un « bulletin de liaison des statisticiens et économistes exerçant leurs activités en Afrique », envoyé gratuitement aux statisticiens et aux coopérants, créé pour aborder les problèmes techniques et méthodologiques des statistiques et des défis du développement en Afrique<sup>11</sup>.

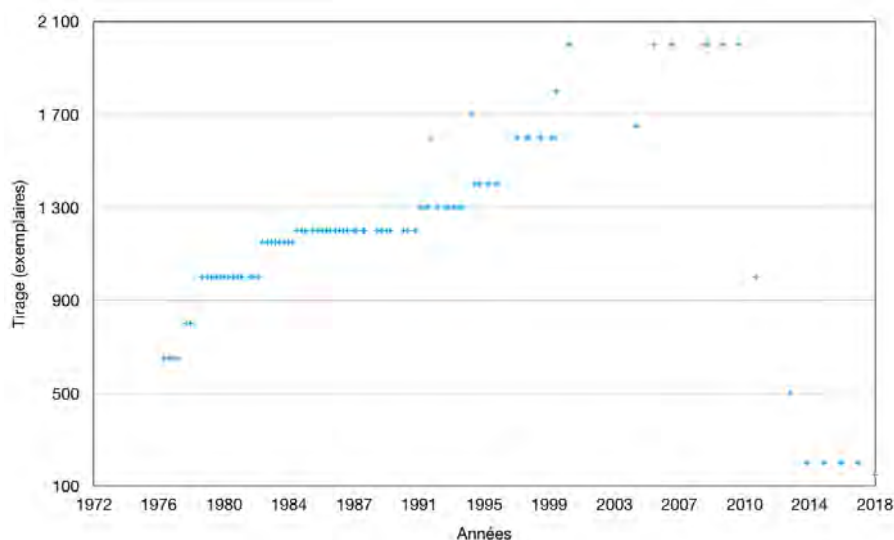
Le corpus étudié est composé de l'ensemble des numéros de *StatÉco* publiés depuis 1972, soit 112 numéros, avec des périodicités fluctuantes, de l'ordre de trois à quatre numéros annuels. L'ensemble de ces numéros sont numérisés et accessibles numériquement, ce qui en a facilité une étude exhaustive et partiellement quantifiée<sup>12</sup>. Chaque numéro compte entre 4 et 10 articles, ainsi que des notes de lecture et des comptes rendus de colloques statistiques. Jusqu'à 2010, et peu de temps avant sa numérisation en 2013, le nombre de tirages n'a cessé d'augmenter, passant de 650 à 2000 exemplaires papiers en 2010 (Figure 1).

9. Entretien.

10. *ibid.*

11. Ficatier A. (1972), « Éditorial », *StatÉco*, n° 1 ; Cling J.-P. et B. Leenhardt (2006), « Éditorial : 100 numéros de *StatÉco* », *StatÉco*, n° 100.

12. [http://www.epsilon.insee.fr/jspui/handle/1/14666/browse?type=anneepublication&sort\\_by=2&order=ASC&rpp=50&etal=0&submit\\_browse=Mettre+%C3%A0+jour](http://www.epsilon.insee.fr/jspui/handle/1/14666/browse?type=anneepublication&sort_by=2&order=ASC&rpp=50&etal=0&submit_browse=Mettre+%C3%A0+jour).



**Figure 1** – Tirage de la revue *StatÉco* entre 1972 et 2018. Les données sont manquantes pour dix-neuf numéros. La revue est digitalisée en 2013.

AMIRA a publié ses travaux sous la forme d'une soixantaine de notes. *StatÉco*, en en reprenant un grand nombre (notamment les articles emblématiques comme la présentation d'AMIRA<sup>13</sup>), a été pour le groupe l'un des principaux canaux de communication de ses réflexions, notamment en direction des statisticiens et autres praticiens du développement en poste en Afrique. L'étude des réflexions et de la production d'AMIRA par l'intermédiaire de cette revue, outre son accessibilité, nous permet d'avoir un éclairage pratique sur la place des réflexions d'AMIRA dans les cercles des praticiens.

Il s'agit en effet pour nous d'aborder le groupe au sein du contexte statistique de l'époque, de façon contextuelle et relationnelle, en situant les réflexions d'AMIRA au sein de l'ensemble des publications de la revue, et saisir comment elles ont pu structurer ou surprendre le milieu des statisticiens et autres praticiens travaillant sur ou en Afrique. Elle nous permet ainsi d'étudier la co-production statistique entre des administrations nationales souveraines et un ancien pouvoir colonial, par le biais de l'INSEE et des autres institutions françaises impliquées, au cours de cette période.

### 1.2.2 Le point de vue d'acteurs : un entretien et des mémoires

Nous avons également réalisé un entretien avec Gérard Winter – fondateur du groupe AMIRA –, Jean-Pierre Cling – actuel directeur de la coopération à l'INSEE et ancien directeur du laboratoire DIAL<sup>14</sup> – et Constance Torelli – responsable de la coopération Afrique à l'INSEE et dernière rédactrice en chef de *StatÉco*. Cet entretien nous a permis d'en avoir l'éclairage d'un acteur, mais aussi de saisir l'écho d'AMIRA appréhendé par ses producteurs, et de son héritage aujourd'hui au sein de l'INSEE et au-delà, dans un contexte de fort déclin de la coopération statistique (notamment dans sa partie de réflexion méthodologique) depuis les années 2000<sup>15</sup>.

Enfin, notre recherche s'est appuyée sur d'autres sources écrites, notamment les mémoires de G. Winter (*À la recherche du développement*, 2010), l'introduction de *Les apparences intelligibles* (1996) de Philippe Couty – anthropologue de l'économie et l'un des membres centraux du

13. Winter G. (1976), « Présentation du groupe de recherche AMIRA », *StatÉco*, n° 7.

14. Laboratoire Développement, Institutions et Analyses de Long Terme, qu'il dirige de 2000 à 2006.

15. Entretien.

groupe –, ainsi que plusieurs articles et livres que l'on trouvera en bibliographie.

## 2. L'expérience AMIRA, 1975-1988 : une réflexion méthodologique pluridisciplinaire adressée aux statisticiens et aux praticiens

### 2.1 La fondation d'AMIRA : les cadres statistiques confrontés au terrain

Le groupe AMIRA est né en septembre 1974, dans une période de renouveau des théories économiques du développement, face au constat de l'inadéquation des méthodes d'investigation utilisées pour comprendre et promouvoir le développement, particulièrement dans les milieux ruraux africains :

*« Les graves difficultés et les échecs trop nombreux lors des interventions en milieu rural africain ont amené les membres du Groupe à prendre conscience de la nécessité de réviser conception et objectifs des interventions, donc de réviser les outils d'investigation et d'analyse. Un élargissement du cadre des investigations par une réelle pluridisciplinarité est apparu comme indispensable et possible. »<sup>16</sup>*

Il se met à fonctionner effectivement au début de l'année 1975 sous la forme d'un groupe de travail pluridisciplinaire réunissant anthropologues, économistes, statisticiens et planificateurs de l'INSEE, de l'ORSTOM, du ministère de la Coopération et des bureaux d'études, ayant une expérience de terrain en milieu rural africain, puis s'étendra progressivement pour englober les problématiques d'autres pays en voie de développement, en Asie et en Amérique latine.

À partir de leur ancrage empirique, les différents participants au groupe mènent une critique des théories du développement. Socio-économiste spécialiste du développement rural et membre d'AMIRA, Dominique Gentil<sup>17</sup> souligne en effet que l'une des caractéristiques de cette « *génération de relativement jeunes chercheurs de 30 à 40 ans* » réside dans le fait qu'ils reviennent à Paris après une dizaine d'années de terrain<sup>18</sup>. Ils sont d'autant plus susceptibles d'apercevoir les limites qu'induit l'application d'approches et de méthodes statistiques apprises en France au milieu rural africain.

L'expérience de Gérard Winter, membre fondateur du groupe, illustre ce sentiment d'inadéquation des méthodes au terrain ressenti par de nombreux membres avant la création d'AMIRA. Ainsi en 1963, pour sa première mission en tant que statisticien à l'ORSTOM, sortant tout juste de l'ENSAE, Gérard Winter est affecté dans l'Adamaoua au Cameroun, pour diriger une enquête budget et consommation des ménages vouée à orienter la politique planificatrice de l'État nouvellement indépendant. Il décrit, *a posteriori*, les problèmes qu'il a rencontrés : « *Comment établir un budget lorsque la décision varie, depuis l'individu jusqu'au chef de village, en fonction de la nature même de la dépense ou de la source de revenus ? Bref tout circulait selon des règles certainement codifiées mais totalement rebelles au désir "d'unité" des statisticiens. Je m'arrachais les cheveux pour cerner ces fameuses unités statistiques – ménages, groupes budgétaires, groupes alimentaires – qui ne coïncidaient guère avec les structures locales.* »

AMIRA naît ainsi en 1974 d'une ambition de réflexion méthodologique ; Gérard Winter écrit ainsi, « *Je considérais que la discipline statistique, la rigueur de la formalisation, les exigences d'une*

16. Winter G. (non daté), « Présentation du groupe AMIRA, bilan et perspectives », Communications de l'ORSTOM.

17. Voir Encadré 1 pour une présentation des principaux membres d'AMIRA.

18. Cité par Doligez F. (2016), « Retour sur l'expérience d'Amira, 1975-1988 », *Afrique contemporaine*, vol. 258, n° 2, pp. 132-34

*quantification même approximative – bref tout ce que l'on m'avait appris – devaient se conjuguer avec les finesses disons de l'anthropologie et plus généralement de l'ensemble des sciences sociales. [...] C'est cette conjugaison des deux modes d'approche du réel qui sera l'objectif premier du groupe AMIRA »<sup>19</sup>. En 2006, Jacques Charmes, économiste statisticien revenant sur son expérience au sein d'AMIRA, écrit : « Les travaux d'AMIRA se plaçaient dans une logique pluridisciplinaire et utilisaient les connaissances anthropologiques pour adapter au contexte africain les concepts et instruments de la mesure statistique forgés au Nord. »<sup>20</sup>*

L'objectif du groupe est de mettre en avant l'importance fondamentale de l'information dans le processus de compréhension et d'action pour le développement. Pour cela, le groupe se propose de réfléchir, de façon inductive, c'est-à-dire en partant du terrain étudié, à la conception des méthodes d'investigation, leur mise en place et leur traitement, et d'articuler ces éléments avec l'élaboration d'une théorie de la transition économique. Il s'agit avant tout d'amener les méthodes d'investigation statistique à un dialogue avec des approches qualitatives, proches des sciences humaines, telles que les monographies.

Ces réflexions ont cependant une visée avant tout pratique, qui s'inscrit dans la continuité de la production volontariste de connaissance et d'action propre à l'« État développementaliste » (Bonneuil, 2000) : le groupe se donne en effet pour but de « déboucher sur des conclusions opératoires qu'il faudra tester sur le terrain », les notes étant des programmes visant à critiquer des pratiques actuelles et en expérimenter de nouvelles, ce dont se chargeront certains membres. C'est ce que nous illustrerons par la suite en détaillant certaines enquêtes menées par le groupe.

## 2.2 La rencontre innovante de plusieurs traditions

Le groupe se crée dans un contexte d'expansion des activités de coopération<sup>21</sup> à l'INSEE et à l'ORSTOM, et de ce que Jacques Charmes qualifie d'un « bouillonnement intellectuel »<sup>22</sup> autour des questions de développement. AMIRA hérite à la fois de l'approche anthropologique de l'économie des sciences coloniales dominante et de la grande époque des théories de la modernisation. Ces dernières connaissent leur apogée dans les années 1960 et mettent en avant les déterminants macroéconomiques et la planification, mais elles commencent à être mises en cause face aux effets limités des politiques volontaristes mises en place. La spécificité d'AMIRA est d'avoir réussi à faire dialoguer ces deux traditions : l'approche économique quantitativiste (représentée par les économistes-statisticiens formés à l'ENSAE<sup>23</sup>, tels que Gérard Winter) et d'autres disciplines de tradition qualitative, notamment l'anthropologie économique (que pouvait représenter notamment l'économiste anthropologue Philippe Couty).

Ses membres sont marqués par l'époque de l'entrée de la théorie macroéconomique en pleine expansion dans l'espace des études du développement au cours des années 1960. Ils font pour beaucoup partie du renouvellement générationnel que ce tournant a entraîné, et qui a ouvert en outre le domaine du développement aux économistes-statisticiens. Ils s'inscrivent ainsi dans un mouvement d'accroissement de la production statistique initié au sortir de la Seconde Guerre mondiale, sous l'égide de l'INSEE et du service central des statistiques du ministère de la France d'Outre-Mer, marqué par les premiers calculs de revenu national en Afrique Occidentale Française en 1953 et 1955 à partir de données administratives déjà existantes (Bonnecase, 2015 ; Touchelay, 1998), puis par les premières enquêtes par sondage, dirigées notamment par Gérard Théodore (Touchelay, 1998).

19. Winter G. (2010), *À la recherche du développement : un fonctionnaire au service d'une passion*, Paris, Karthala.

20. Charmes J. (2006), « L'héritage d'AMIRA », *StatÉco*, n° 100.

21. G. Winter parle des années 1960-70 comme d'une « grande époque de la coopération », avec une « politique qui avait des moyens ». L'ORSTOM et l'INSEE recrutèrent de façon conséquente (entretien).

22. Charmes J. (2006), « L'héritage d'AMIRA », *StatÉco*, n° 100.

23. École nationale de la statistique et de l'analyse économique.

Cette nouvelle génération, plus nombreuse que la précédente, marque l'arrivée de statisticiens dans de nouvelles institutions au-delà de l'INSEE, offrant les conditions propices aux échanges interdisciplinaires qui caractériseront AMIRA. Gérard Winter décrit ainsi son entrée dans l'ORSTOM en 1962 comme un moment de « *très grand dynamisme, beaucoup de jeunes, c'est ça qui était très intéressant. Les administrateurs étaient tous des jeunes.* » Premier statisticien et macro-économiste à l'ORSTOM aux côtés d'un autre polytechnicien, il se qualifie lui-même « d'oiseau bizarre »<sup>24</sup> lors de son arrivée au milieu des années 1960, face aux « anthropologues économistes » qui dominaient la maison.

De l'autre côté, Philippe Couty, anthropologue de l'économie, retrace dans ses mémoires cette entrée des économistes-statisticiens non sans une pointe d'ironie :

« *On revenait de loin. À la veille et au lendemain des indépendances, on avait vu s'abattre sur l'Afrique une cohorte de statisticiens entreprenants, dotés de moyens substantiels et de grandes ambitions, très confiants dans la puissance de leur instrument. Ils propageaient avec innocence un modèle culturel sur lequel il était mal vu d'ironiser.* »<sup>25</sup>

AMIRA est né d'un dialogue fécond qui a vu le jour entre ces quelques membres de ces deux traditions, qui n'avaient pourtant pas tout pour s'entendre. Philippe Couty écrit ainsi : « *On dit parfois que le groupe était né de la découverte de l'anthropologie par quelques statisticiens non-conformistes, mais le groupe AMIRA est né aussi de la préoccupation sincère qu'ont eue des économistes un peu sociologues de prendre en compte la pratique statistique, d'en mesurer les avantages et les inconvénients, d'en tirer le meilleur parti possible et d'en explorer tous les prolongements.* »<sup>26</sup>. Il oppose ces économistes et statisticiens ouverts au dialogue aux statisticiens « *sûrs d'eux, dominateurs, forts de leurs rapports étroits avec les autorités, jouissant de l'avantage procuré par la vision globale et distanciée du spectacle économique* »<sup>27</sup>. Ce dialogue semble favorisé par la position encore minoritaire des statisticiens au sein de l'ORSTOM au cours des années 1960, encourageant un dialogue avec les autres disciplines.

Ce dialogue apparaît alors relativement nouveau, rompant en partie avec le cloisonnement des statisticiens-économistes. Il semble constituer un retour réflexif par rapport aux premières grandes enquêtes organisées au début des années 1960 qui ont forgé les premières expériences des membres du groupe (à l'image de l'enquête consommation dans l'Adamaoua (Cameroun) dirigée par Gérard Winter faisant partie des grandes campagnes d'enquête de Gérard Théodore et Albert Ficatier). Il semble cependant, comme le souligne Alain Desrosières (Desrosières, 2013a), que l'on puisse trouver des précurseurs à cette approche dans les expériences menées par Bourdieu, Darbel, Seibel et Rivet en Algérie en guerre à la fin des années 1950 et au début des années 1960. Dans le cadre de l'INSEE, ces travaux visaient à associer entretiens ethnographiques et enquêtes par sondage, afin de produire un tableau fidèle des conditions de vie et de travail des Algériens, et en particulier des travailleurs agricoles. Ils débouchent notamment sur la publication de l'ouvrage *Travail et Travailleurs en Algérie* (1963), et apparaissent comme les premiers travaux articulant approches quantitatives et qualitatives pour questionner de manière critique les catégories statistiques (Desrosières, 2013a), approche chère à AMIRA.

De plus, au sein d'une coopération statistique française « intense » (Savoye, 2016), dans la droite lignée de la colonisation, la présence prolongée sur le terrain est encouragée. Philippe Couty est présent sur le terrain entre 1959 et 1970 (au Cameroun, au Tchad puis au Sénégal) et Gérard Winter entre 1962 et 1972 (au Cameroun, de l'Adamaoua au ministère de la planification à la capitale, Yaoundé). Ce dernier désigne ces expériences comme celles de « *statisticiens colo* »,

24. Entretien.

25. Couty Ph. (1996), *Les apparences intelligibles*, Paris, Ed. Arguments, « Introduction ».

26. Couty Ph., *op. cit.*

27. Couty Ph., *op. cit.*



avant de préciser que « *bon, ça s'appelait plus colo. Ça s'appelait coopération.* », soulignant avec une pointe critique la continuité de leur présence avec la période coloniale. Cette présence prolongée sur le terrain, s'inscrivant malgré lui dans un imaginaire colonial persistant et de catégories héritées de la statistique française en Afrique, est toutefois à l'origine d'une plus grande réflexivité méthodologique qui donnera naissance à AMIRA.

C'est en effet plus généralement le champ du développement qui apparaît propice à l'innovation statistique, comme le souligne Alain Desrosières (Desrosières, 2013a). En effet, il considère que les pays « en voie de développement » sont des « pays où les conventions et les catégorisations sont moins instituées et routinisées qu'elles ne le sont dans des pays développés » (Desrosières, 2013a). Cela ouvre un espace propice à l'interrogation de l'« amont de la chaîne statistique » et à l'innovation méthodologique, d'autant plus, selon Alain Desrosières, pour des statisticiens formés en Europe, confrontés à une réalité sociale, politique et économique différente. Enfin, le caractère périphérique de la problématique du développement rural notamment permet au groupe une certaine liberté d'innovation face à des champs disciplinaires plus constitués.

AMIRA s'insère dans cette lignée qui mobilise les ressources institutionnelles de son temps, en faisant dialoguer la tradition quantitative de la statistique et des nouvelles théories macroéconomiques de la modernisation, et une tradition qualitative marquée par la sociologie et l'anthropologie économique héritières des études coloniales. Il s'agit pour eux de pallier les limites respectives de ces deux approches : une inadéquation des catégories statistiques alors en usage à la réalité pour l'une, la difficulté de la généralisation pour les monographies de l'autre.

### 2.3 Les conditions de production institutionnelle : AMIRA, un groupe « marginal-sécant » à la croisée de plusieurs institutions, mobilisant leurs traditions et leurs moyens

Cette volonté d'embrasser plusieurs traditions se traduit par un fonctionnement très souple du groupe et ses appartenances institutionnelles. Différents chercheurs participent aux groupes de travail, formant son « Assemblée générale » (comité permanent qui compte environ seize personnes), et organisent des ateliers et des colloques. Ce sont avant tout les notes qui constituent l'unité du groupe : les auteurs proposent des articles, soumis à l'INSEE, et qui sont éventuellement acceptés, retravaillés et publiés sous forme de notes AMIRA. Ces publications sont ensuite diffusées à un réseau de correspondants (une quarantaine de centres de documentation et environ 300 personnes, surtout en Afrique, et pour quelques-uns en Asie et en Amérique latine)<sup>28</sup>. Le groupe repose cependant sur un noyau dur, constitué de trois chercheurs mis à disposition à plein temps et hébergés au sein du service de coopération de l'INSEE ; G. Winter, formé avec les administrateurs de l'INSEE, chef de la division Études et Méthodes au sein du service de coopération de l'INSEE, Philippe Couty, économiste anthropologue, et Jacques Charmes, économiste statisticien, tous trois chercheurs détachés de l'ORSTOM (Encadré 1).

Il n'y a pas d'« appartenance AMIRA » propre et le groupe lui-même rassemble une diversité d'opinions ; sa position institutionnelle est particulièrement originale et reflète ses spécificités générationnelles et pluridisciplinaires. AMIRA est en effet à cheval entre trois institutions, l'INSEE, l'ORSTOM et le ministère de la Coopération, ce qui permet notamment d'accroître les moyens à disposition, dans un contexte de développement de la coopération où les moyens ne manquent pas :

28. Gentil D. (2013), *Au cœur de la coopération internationale, trajectoires d'un praticien*, Paris, Karthala, cité par Doligez F. (2016), « Retour sur l'expérience d'Amira, 1975-1988 ». *Afrique contemporaine*, vol. 258, n° 2, pp. 132-134.

« d'abord [...] l'ORSTOM acceptait de mettre à disposition des chercheurs à temps plein, c'est quand même 3 chercheurs à temps plein, c'est quand même pas mal. Plus les autres qui se mobilisaient, ça posait pas de problème, on avait ça, on avait les moyens de l'INSEE. Pour StatÉco, l'INSEE n'a jamais dit un mot sur le coût que ça pouvait avoir... sans arrêt, ça faisait partie de son budget normal. Donc l'INSEE mettait des moyens et ce qui a été très important, c'est que le ministère de la Coopération, sous la forme de ce qu'on appelait à l'époque, des actions incitatives, nous a mis un budget régulier pour faire les missions, pour faire les réunions, donc voilà on avait une sorte de tutelle du ministère de la Coopération. »<sup>29</sup>

De plus, chaque institution apporte une tradition disciplinaire et un savoir-faire spécifiques. L'ORSTOM est avant tout un organisme de recherche, regroupant de nombreuses disciplines, proches de la tradition monographique, comme la sociologie, l'anthropologie, la géographie et l'anthropologie économique, dont Philippe Couty est un exemple éminent, déployé sur le terrain avec des centres de recherches. L'alliance d'une connaissance du terrain et d'un savoir-faire statistique technique pointu se double d'un fort soutien public par l'intermédiaire du ministère de la Coopération.

L'INSEE est tournée vers la statistique, et son rôle au sein de la coopération a notamment consisté à contribuer à la mise en place d'institutions statistiques nationales dans les anciennes colonies : elle apporte donc une maîtrise technique et une tradition macroéconomique dominante. À l'INSEE, AMIRA hérite en sus de la tradition de son département méthodologique, marqué par les premières expériences de questionnements méthodologiques de Bourdieu et de son équipe de statisticiens en Algérie à la fin des années 1950, au travers des travaux d'Anita Bensaïd (Samuel, 2016, pp. 915-916). Sociologue chargée de mission, à la tête d'une équipe de chercheurs au sein du service de coopération de l'INSEE alors dirigé par Alain Ficatier, au moment de l'arrivée de Gérard Winter à l'INSEE en 1973<sup>30</sup>, elle a été une pionnière des réflexions méthodologiques sur les enquêtes en Afrique francophone au début des années 1970 (Bensaïd 1969 ; Bensaïd et al., 1970), notamment sur la question des unités d'observation. Si AMIRA s'inscrit dans la droite lignée de ces travaux, Gérard Winter décrit Anita Bensaïd comme n'ayant « jamais fait d'enquêtes », bien qu'elle ait eu quelques expériences, notamment celle d'une enquête sur la consommation à Fort-Lamy (Tchad) en 1971<sup>31</sup>. C'est donc la revendication, en creux, d'un rapport de proximité au terrain qui, selon Gérard Winter, les différencie.

Cette position à la jonction entre différentes institutions et leurs traditions est illustrée par certains de ses membres, comme Gérard Winter, entre l'INSEE et l'ORSTOM, ou Pierre-Alain Gall, entre l'INSEE et le ministère de la Coopération. Gérard Winter présente ainsi le rôle de ce dernier :

« Il se trouve que la tutelle du ministère de la Coopération, c'était un attaché de l'INSEE, qui était à mi-temps à l'INSEE, à mi-temps au ministère de la Coopération, pour organiser la politique de coopération statistique stricto sensu. Pierre-Alain Gall. Ça aussi, c'était une commodité inouïe d'avoir des entrées au ministère de la Coopération très facilement, il était notre porte-parole. »<sup>32</sup>

AMIRA a donc bénéficié de ce que l'on pourrait appeler une position de marginal-sécant (Crozier et Friedberg, 2014 [1977])<sup>33</sup> à la jonction de ces trois institutions, et de leurs traditions et objectifs

29. Entretien.

30. Entretien.

31. Qui avait pour objectif d'estimer des indices des prix à la consommation sur la demande du ministère de la planification au Tchad ; on trouve le compte rendu de l'enquête dans *StatÉco*, n°2, juillet 1972, Anita Bensaïd, « Indice des prix à la consommation : présentation de la méthode utilisée à Fort-Lamy ».

32. Entretien.

33. L'appartenance du « marginal-sécant » à plusieurs univers lui confère un rôle d'interprète et une maîtrise des systèmes de règles différents et éventuellement concurrents. En effet, cette plus grande indépendance du groupe vis-à-vis des organisations auxquelles il est rattaché « ménagera une marge de manœuvre, et surtout d'expérimentation, plus grande à l'égard des jeux existants, ne serait-ce que parce que la sanction suprême - l'exclusion de l'organisation - a moins de prise sur eux » (Crozier et Friedberg, 2014 [1977], p. 220).

différenciés, dans un contexte propice à l'innovation et dans un moment historique d'expansion importante de la coopération française, au lendemain des indépendances africaines. La question se pose alors de déterminer ses apports et surtout la place que le groupe occupait dans les milieux statistiques et tout particulièrement auprès des praticiens.

### Encadré 1. Portraits et trajectoires de membres d'AMIRA

L'étude du groupe AMIRA permet de rencontrer différentes générations d'économistes et de statisticiens, impliqués de près ou de loin dans son développement et son héritage, par-delà des parcours hétérogènes. Nous distinguons par la suite plusieurs générations, qui constituent autant de repères pour le lecteur.

#### « De la statistique coloniale à la coopération technique » : des précurseurs ?

Inspecteur général de l'INSEE, compagnon de la Libération, Gérard Théodore joue un rôle clé dans la mise en place des premières enquêtes par sondage dans les colonies françaises, en Afrique notamment, dans l'immédiat après-guerre. Il participe ensuite aux activités de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture en Afrique, et dirige à partir de 1961 le service statistique du Ministère de l'Agriculture avant de retourner à l'INSEE dans les années 1970.

Administrateur puis inspecteur général de l'INSEE, **Albert Ficatier** est nommé en 1948 chef du Service de la Statistique Générale de l'Afrique Occidentale Française, à Dakar, puis en 1957 chef du Service statistique des territoires d'Outre-mer, regroupant alors l'ensemble des colonies françaises. En 1958, il prend la tête de la Direction de la coopération de l'INSEE. Publiant ses mémoires en 1981, sous le titre *Un certain regard sur une des fonctions de l'INSEE : de la statistique coloniale à la coopération technique*, il est en fin de carrière au moment où AMIRA prend son essor. Il y a notamment œuvré à la formation de cadres statisticiens nationaux après les indépendances des pays africains, par la création en 1962 du Centre européen de formation des statisticiens économistes des pays en voie de développement (CESD), rattaché à l'ENSAE. Il a ensuite élargi son périmètre à certains pays d'Amérique latine.

#### Première génération AMIRA : un âge d'or de la coopération ?

Polytechnicien (1957), Gérard Winter rejoint non sans difficulté l'ORSTOM, qui ne compte alors dans ses rangs aucun économiste statisticien. Après s'être formé à l'ENSAE, il est affecté dans l'Adamaoua (Cameroun) au « très ambitieux et très novateur programme d'enquêtes par sondage (démographie, agriculture, niveau de vie) » lancé par Gérard Théodore, alors Directeur adjoint du service central des statistiques du Ministère de la France d'Outre-mer, en 1955 dans tous les pays francophones d'Afrique Occidentale française et d'Afrique Équatoriale française. Il décrit dans ses mémoires, *À la recherche du développement : un fonctionnaire au service d'une passion*, une expérience initiatique :

« Cette première affectation devait marquer profondément tout mon itinéraire professionnel, lequel finirait par me conduire au poste de directeur général de l'ORSTOM. Elle me dérouta, au double sens du terme : j'y découvris une Afrique à peine sortie du XIXe siècle mais qui allait changer de façon fulgurante en quelques années et j'y laissai subrepticement certitudes, méthodes et instruments reçus en formation. L'Afrique ne s'y accordait pas. »

Il travaille ensuite toujours au Cameroun, au ministère de la planification, et œuvre en faveur d'une réforme de l'ORSTOM, visant notamment à ce que les chercheurs

des différentes disciplines travaillent ensemble. Il rejoint par la suite l'INSEE, entre 1975 et 1984, d'abord en tant que chef de la division Études et méthodes du Service de coopération, puis chef de ce service. Tout en travaillant à la préparation de DIAL (Développement des Investigations à Long Terme, puis Développement et insertion internationale), il devient entre 1989 et 1995 directeur général de l'ORSTOM, durant lequel son action « [est] sous-tendue par une réflexion stratégique permanente et par un engagement très personnel sur cette recherche pour le développement en coopération ».



Gérard Winter, économiste. Cameroun, 1963.  
(fonds Winter)



Gérard Winter, directeur général et Michel Levallois, président du conseil d'administration, reçus en audience par Abdou Diouf, président de la République du Sénégal, afin de discuter de l'accord de coopération en matière de recherche scientifique et technique qui sera signé en février 1991.  
Dakar, Sénégal, 29 mars 1990.  
(cliché du quotidien « Le Soleil »)

**Figures 2 et 3** – Gérard Winter, directeur général de l'ORSTOM entre 1989 et 1995. Ces photos illustrent l'importance des expériences de terrain et la continuité de la coopération statistique avec les pays d'Afrique nouvellement indépendants.

Anthropologue de l'économie, **Philippe Couty** rejoint l'ORSTOM en 1958 et séjourne au Cameroun, au Tchad et au Sénégal de 1959 au début des années 1970. Il y étudie par exemple le commerce du poisson ou la culture de l'arachide. Par la suite, il travaille à l'INSEE avec le groupe AMIRA, il défend fermement la nécessité d'un dialogue entre qualitatif et quantitatif et rejette non sans humour un excès de formalisation dont témoigneraient de nombreux modèles de la « nouvelle science économique ».

De la même génération que G. Winter et Ph. Couty, **Gaston Olive** est un ancien élève de l'École normale supérieure (1956-1960), administrateur de l'INSEE, qui a ensuite fait carrière au ministère de l'Économie et des Finances. Il dirige entre 1982 et 1985 l'Institut international d'administration publique, qui a remplacé en 1959 l'École nationale de la France d'outre-mer, où il croise G. Winter qui y dirige les relations extérieures. Par la suite, Gaston Olive a été impliqué dans la création du laboratoire DIAL (Développement, Institutions et Mondialisation) (Cogneau, 2010).

Socio-économiste spécialiste du développement rural, ancien élève des Hautes études commerciales (HEC), **Dominique Gentil** fait sa carrière à l'IRAM (Institut de recherches et d'applications des méthodes de développement), où il travaille sur les organisations paysannes et la microfinance. Né en 1941, il vit en Algérie puis au Niger dans les années 1960, puis effectue de nombreuses missions en Afrique, Amérique centrale et Asie, pour travailler sur le développement rural.

### **Deuxième génération : développement et coopération entre appareils statistiques nationaux**

Économiste de formation, d'une génération plus jeune que Ph. Couty, G. Winter et G. Olive, **Jacques Charmes** entre à l'ORSTOM en 1971. Il est ensuite détaché à l'INSEE au sein d'AMIRA, entre 1974 et 1976. Par la suite, il occupe différentes fonctions dans la statistique publique, en Tunisie et en France, avant de devenir directeur de recherche (aujourd'hui émérite) à l'IRD. Spécialiste du secteur informel et des méthodes d'enquête, il a aussi collaboré avec un grand nombre d'instances internationales (OCDE, Nations Unies, Bureau international du travail) sur ces thématiques.

## **3. La place d'AMIRA dans les cercles des statisticiens et praticiens du développement : AMIRA dans *StatÉco***

### **3.1 La place du groupe dans *StatÉco*, des réflexions critiques présentées de manière pratique**

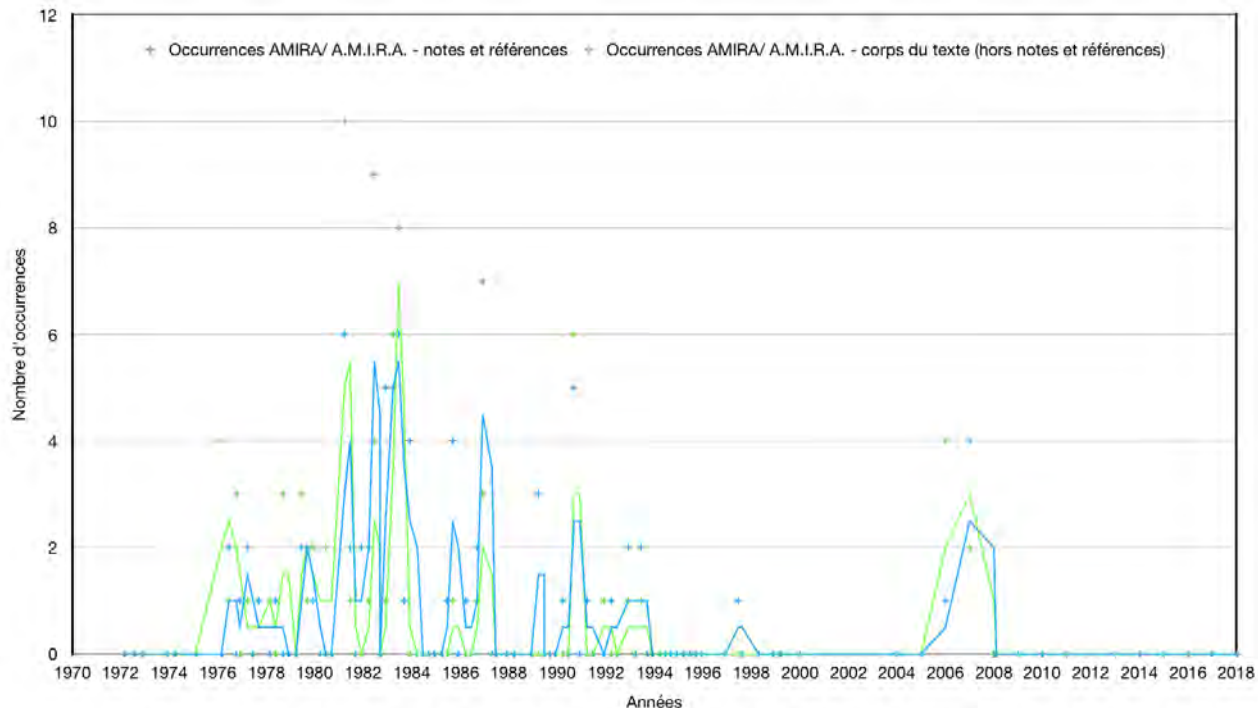
Après avoir analysé le positionnement du groupe AMIRA au sein des institutions de coopération et de leurs traditions méthodologiques, il s'agit de comprendre la place des réflexions qu'il a engendrées et l'évolution de ses activités. Pour cela nous analysons plus en détail les publications du groupe au sein de la revue *StatÉco*.

Pour appréhender la place du groupe AMIRA au sein de *StatÉco*, nous avons d'abord quantifié sa présence. Tous les auteurs ne signant pas leurs publications en tant que membres d'AMIRA à proprement parler, nous avons fait le choix d'approcher sa présence dans la revue en fonction des citations de ses publications ou de son nom, la numérisation de la revue permettant une quantification systématique, et le suivi de son évolution dans le temps. Nous distinguons ici les citations d'« AMIRA » dans le corps du texte et les citations d'« AMIRA » dans les notes ou les bibliographies associées aux articles (Figure 4). Le pic de références à AMIRA se situe entre 1975 et 1988, ce qui correspond à la période d'activité du groupe, mais ses travaux continuent à être cités jusqu'à environ 1994 avant d'être relativement oubliés (hormis entre 2006 et 2008, ce qui s'explique par le fait qu'en 2006 un article revient sur l'histoire d'AMIRA), une disparition qu'il s'agira d'étudier.

La présence d'AMIRA dans *StatÉco* est donc relativement importante entre 1975 et 1988. La mention du groupe est présente dans près d'une publication sur deux, et souvent dans plusieurs articles du même numéro (un numéro comptant entre 4 et 10 articles). Comme le souligne Gérard Winter, lui-même rédacteur en chef de la revue à partir de 1975, *StatÉco* est un important support de diffusion pour AMIRA :

*« Nous dès qu'on est arrivé, on s'est dit, StatÉco c'est le support qu'il faut pour diffuser nos notes dans les services statistiques, et ailleurs d'ailleurs. Donc pour nous ça a été le support extérieur premier. En même temps c'était très commode, on alimentait StatÉco sans difficulté. Moi j'ai été responsable de StatÉco un certain nombre d'années. Chef de service. Et il n'y avait aucun problème pour nourrir StatÉco, une fois par mois. »<sup>34</sup>*

34. Entretien.



**Figure 4** – Citations d'AMIRA dans StatÉco. La courbe représente la moyenne glissante (période de deux années). Nous avons exclu les numéros d'index répertoriant l'ensemble des articles publiés dans StatÉco (numéros 77 et 94).

StatÉco a donc été le vecteur principal de diffusion des travaux d'AMIRA sous un angle pratique, à l'opposé de certaines publications plus théoriques<sup>35</sup> restées sous forme de notes uniquement. Comme le souligne un éditorial de StatÉco, « confronté à la problématique des travaux du groupe AMIRA, le statisticien en sort souvent inquiet, et se demande comment il est possible d'intégrer cette problématique à ses travaux d'enquête et à ses analyses économiques au niveau national »<sup>36</sup>. C'est à ces attentes pratiques que veut répondre AMIRA dans StatÉco : « Plusieurs démarches ont déjà été proposées et publiées dans StatÉco ».

AMIRA est donc bien présent dans StatÉco en tant que groupe de praticiens s'adressant à des praticiens, ce qui permet de comprendre les problématiques que le groupe met en avant et leur traitement, en analysant plus concrètement les thèmes récurrents soulevés, pour ensuite se poser la question de la place et de la réception de ces travaux dans le cercle des praticiens.

### 3.2 Les thèmes d'AMIRA : critiques et pistes de résolution exposées dans StatÉco

#### 3.2.1 Préalable à toute enquête : le rapport au terrain

Au-delà des expériences personnelles des différents membres gravitant autour d'AMIRA, l'ensemble des réflexions d'AMIRA est traversé par la question du rapport au terrain. Cela se rapporte d'abord aux conditions de possibilité de l'enquête. Le numéro 14 de StatÉco revient ainsi sur l'intervention de deux membres du groupe AMIRA, Surgers et Verneuil, lors d'un colloque à Munich en 1977<sup>37</sup>. Parmi les grandes questions directement liées au terrain d'enquête, ils soulignent l'importance du « repérage des unités sur le terrain » et la nécessité de

35. À l'image de Dubois J.-L., *op. cit.*

36. Franchet Y. (1979), « Éditorial », StatÉco, n° 21.

37. StatÉco, n° 14, 1978

réfléchir à la passation du questionnaire, notamment par rapport aux problèmes que soulève la diversité linguistique présente sur les terrains étudiés. Ils préconisent ainsi de transcrire les réponses dans la langue locale, afin que la traduction et les problèmes qu'elle induit soient traités au moment du dépouillement. Cela permet de réduire les erreurs de traduction, puisque les mêmes mots ne correspondent pas forcément à la même réalité selon les langues et les contextes<sup>38</sup>. Ils préconisent par ailleurs la formation des enquêteurs, afin que les questions posées soient précises, et que l'enquêteur et l'enquêté en aient la même compréhension.

AMIRA soumet le processus de production statistique en lui-même à un retour réflexif. Dans *StatÉco*, nombre d'articles exposent les méthodes concrètes d'enquête à travers des cas ou des innovations techniques et technologiques. Mais AMIRA a lié cet intérêt pour le terrain à une réflexivité post-enquête. L'enquête vise non seulement à produire des résultats, mais constitue un ensemble d'étapes, mené par le même chercheur : élaboration, production, exploitation des données, réflexion méthodologique. Gérard Winter souligne que cette nécessité de bilan post-enquête a été présente tout au long de sa carrière, dès sa première enquête dans l'Adamaoua :

« Donc j'ai fait cette enquête et j'ai donné jusqu'au bout, j'ai tenu à mener jusqu'au bout l'exploitation, mener jusqu'au bout à l'ORSTOM la rédaction d'un mémoire méthodologique, dire comment j'avais fait, pourquoi. C'était, je crois, très rare pour les statisticiens : ils faisaient une enquête, ce n'était même pas sûr qu'ils l'exploitent, même pas sûr que ce soit eux qui rédigent, mais là on a été jusqu'au bout. »<sup>39</sup>

Ces préconisations montrent l'intérêt accru porté aux sciences sociales. L'enquête est abordée comme un « terrain » au sens de l'anthropologue ou du sociologue, avant d'être un « terrain de jeu statistique » (Jatteau, 2013) voué à construire une base de données, comme Arthur Jatteau analyse la conception du terrain par les économistes réalisant des expérimentations aléatoires. Le terrain est pour AMIRA un terrain social, à apprivoiser et à analyser ethnographiquement.

### 3.2.2 Des statistiques reflétant le monde social : l'enjeu de la définition des unités d'observation

Cet intérêt porté au terrain et à l'analyse sociale de celui-ci s'illustre dans l'un des chevaux de bataille d'AMIRA, les unités d'observation statistiques.

En effet, la définition de l'unité statistique de l'enquête est primordiale. Les statisticiens d'AMIRA se rendent rapidement compte, sur le terrain, des difficultés que pose la transposition et l'inadéquation de catégories élaborées dans un contexte à un autre. L'enjeu pour AMIRA est alors de chercher à définir des unités d'observation pertinentes pour saisir le monde social et ses tensions, tout en conservant une uniformité permettant la comparaison à l'échelle nationale ou entre pays africains, lorsque les structures familiales sont souvent très diversifiées entre régions et au sein même d'une même région.

Ces réflexions s'inscrivent enfin dans un contexte plus large de réflexion sur l'adéquation des enquêtes auprès des ménages. Des traces s'en retrouvent dès la période coloniale, notamment dans le contexte anglo-saxon : dans le contexte nigérian des années 1950, des statisticiens prennent ainsi en compte dans le calcul du revenu national la production et les échanges internes au ménage, remettant en cause sa clôture et son extériorité à la sphère de la production (Jerven, 2013). Des expérimentations dans différents pays africains prolongent ces réflexions sur le périmètre du produit intérieur brut jusqu'à nos jours.

38. À titre d'illustration, ils écrivent que « dans certaines régions d'Afrique, par exemple les mots "tomate cerise" et "tomate farcie" sont utilisés pour désigner respectivement la petite et la grosse tomate, alors qu'en France, l'expression "tomate farcie" désigne une préparation culinaire et non un fruit frais. », *ibid.*, p. 67.

39. Entretien.

La même dynamique se retrouve dans le contexte francophone dès les années 1960 dans la lignée des travaux de Pierre Bourdieu et d'une équipe de statisticiens en Algérie, déjà présentés plus haut, puis dans des réflexions méthodologiques d'Anita Bensaïd au sein de l'INSEE (Samuel, 2016, pp. 915-916). Dans un article de 1970 au sujet des enquêtes budget-consommation en Afrique francophone (Bensaïd *et al.*, 1970), elle aborde avec ses co-auteurs la nécessité de remettre en cause le concept de « ménage ». Ils soulignent notamment la difficulté de cerner le ménage tel que conçu par la statistique européenne, du fait de la fréquente séparation géographique de familles et des conjoints (culturellement – comme en Côte d'Ivoire ou Haute-Volta par exemple – ou par nécessité économique – migrants voltaïques en Côte d'Ivoire ou travailleurs de chantiers forestiers au Gabon), qui ne remet pourtant pas en cause la solidarité économique que cherche à saisir l'enquête, de la présence d'individus extra-familiaux au sein des ménages (comme domestiques, apprentis ou pensionnaires) et de la différence entre autorité traditionnelle et autorité économique au sein des ménages (si certains individus du ménage sont salariés), pourtant souvent assimilées. Ils proposent ainsi la mise en place d'une « méthodologie type », qui pourrait notamment mettre à profit l'analyse en composantes principales et l'analyse factorielle des correspondances pour « mettre en évidence les phénomènes les plus significatifs observables au niveau des comportements économiques » (Bensaïd *et al.*, 1970) et ne pas reposer sur les catégories *a priori* fixes appréhendant difficilement les solidarités économiques des individus.

Bien qu'il ne semble pas que cette proposition ait été mise en œuvre, AMIRA s'inscrit dans la continuité de cette réflexion en cherchant à appréhender le milieu de façon contextuelle et relationnelle. L'attention d'AMIRA se porte d'abord sur la définition de catégories statistiques qui aient un sens dans un terrain considéré avant tout comme social, en relevant les catégories autochtones, ou catégories *emics*. Dans ses mémoires, Philippe Couty écrit ainsi que ses recherches des années 1960 l'ont « persuadé que, même observé de près, le fonctionnement du commerce dit "traditionnel" au Tchad, au Cameroun, au Nigéria, ne contredisait pas certaines relations simples formulées en termes d'offre et de demande par les manuels, à condition que les interprétations ainsi construites s'appuient sur des dénombrements spatialisés tenant compte des catégories élaborées par les autochtones. »<sup>40</sup>

Dans la continuité des travaux cités précédemment, reprenant l'idée de la nécessaire définition de catégories adéquates pour les enquêtes sur le budget des familles, Gérard Ancey publie ainsi un article fondateur pour les travaux d'AMIRA, dans le numéro 8 de *StatÉco* (1976), « Niveaux de décision et fonction objectif en milieu rural africain ». Il tente de restituer de façon systématisée les différents niveaux de décision (niveaux de l'individu, de la résidence, du groupe villageois par exemple), pour appréhender la gestion des budgets des ménages dans une unité pertinente. Il distingue ainsi, au sein du niveau de l'individu, l'individu-cadet, l'individu-aîné et l'individu-femme, soulignant par là que la prise en compte du seul chef de ménage de l'unité budgétaire est une erreur, qui empêche de prendre en compte les comportements spécifiques à l'intérieur du ménage. Il distingue ensuite les fonctions « objectif », ou fonctions économiques, pour chaque niveau (par exemple, création de revenus, consommation, gestion des terres, etc.). À partir de ces deux dimensions, il crée une matrice croisant niveaux de décision et fonctions « objectif » (Figure 5), reflétant la multiplicité de ces niveaux et leurs imbrications. Le choix du ménage comme unité d'observation constitue donc une solution de second rang<sup>41</sup>, puisqu'il faut articuler son utilisation à une attention particulière aux niveaux de décision en son sein.

Selon Ancey, « cette approche oblige [le modélisateur] à envisager le milieu rural comme un tout, astreint à ses propres règles de cohérence et donc à réfléchir sur les limites de programmes non

40. Couty Ph. (1996), *op. cit.*

41. Charmes J. (2006), *op. cit.*



seulement sectoriels mais aussi de programmes dits intégrés – qui en pratique n'intègrent que des activités agro-pastorales ». Il envisage ce cadre novateur à la fois comme « un cadre de collecte », un « outil de connaissance » et un « instrument de programmation », soulignant le lien entre recherche, réflexivité méthodologique et action, au cœur du développementalisme qui se développe alors.

Niveaux de décision et objectifs endogènes

Objectif \ Niveau	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14
Cadet		x	x	x					x			x		
Femmes	x	x	x	x			x		x			x		
Aîné	x					x			x	x	x		x	x
Groupe de production		x										x		
Gr.Consommation	x			x		x	x	x				x	x	
Gr.Exploitation	x				::	x	x	x				x		x
Gr.Résidence	x				::	x					x	x		x
Gr.Lignage										x	x			x
Gr.Village											x			x

Signification des objectifs

1. Production d'autosubsistance (agro-pastorale)
2. Production commercialisée
3. Revenus monétaires extra-agricoles
4. Revenus monétaires nets
5. Valeur totale de production
6. Sécurité (inter-annuelle)
7. Régularité des revenus (intra-annuelle)
8. Diversification des activités
9. Loisirs
10. Prestige - autorité
11. Cohésion
12. Autonomie
13. Satisfaction de certaines consommations ressenties comme socialement impératives
14. Prérogatives foncières

**Figure 5** – Niveaux de décision et objectifs endogènes (Source : Ancy G. (1976), « Niveaux de décision et fonction objectif en milieu rural africain », StatÉco, n° 8)

### 3.2.3 Quantifier le secteur informel : l'approche par focalisations successives

Cette préoccupation pour le terrain et la nécessité de réfléchir aux unités statistiques utilisées se conjuguent dans une des réflexions d'AMIRA les plus fécondes : les enquêtes sur le secteur informel. Cette thématique s'inscrit dans un ensemble plus large de réflexions, influencée notamment par les travaux de P. Bourdieu sur le secteur informel en Algérie à la fin des années 1950 et au début des années 1960, mais de façon encore plus importante par le contexte international des années 1970 et la production des institutions internationales à ce sujet. C'est en effet au Bureau International du Travail qu'on attribue la création de l'expression « secteur informel », dans le « rapport Kenya » de 1972 (Lautier, 2004), expression qui connaît en quelques années un essor considérable.

Spécialiste de la question au sein d'AMIRA, Jacques Charmes définit ce « secteur informel » ou « secteur non-structuré » comme « l'ensemble des activités de production, de service ou de distribution prises en charge par des unités de petite taille (moins de 10 employés) sur un marché où

*régne une forte concurrence, et où les règles du jeu fixées par la puissance publique (dans les domaines du travail et de la fiscalité notamment) sont sinon inconnues, du moins résolument transgressées.* »<sup>42</sup>

A partir des années 1970, du fait de son importance dans la production et l'emploi, le secteur informel est propulsé au cœur des préoccupations des politiques de développement. En effet, dans un contexte d'exode rural accru, les décideurs politiques font face à une multiplication des microentreprises et des travailleurs autonomes. Cela se traduit pour les statisticiens par un taux de chômage très bas enregistré au travers des enquêtes « ménage », ne correspondant pas à l'emploi déclaré qui demeure faible, une discordance qui étonne. Face à l'urgence perçue de pallier les échecs des politiques d'industrialisation jusqu'alors mises en place, l'idée de « formalisation de l'informel » domine les politiques du développement, et ce jusqu'au milieu des années 1980 : la Banque mondiale en fait l'une des priorités de sa politique, et le BIT (Bureau international du travail) soutient des recherches portant sur le sujet. De nombreuses politiques d'aide au crédit sont mises en place, dans le but d'aider ces microentreprises – perçues comme la nouvelle clé de l'industrialisation – à grandir et à se moderniser. Leurs résultats seront cependant mitigés (Lautier, 2004).

L'appréhension du secteur informel et sa mesure deviennent donc centrales pour la compréhension de la production nationale et de sa potentielle expansion. Or, comme le souligne Jacques Charmes, « *la théorie économique classique est mal armée pour appréhender ce domaine et, a fortiori, les statistiques ne disposent pas des concepts et méthodes adéquats* » :

*« Certaines questions, telles que la production ou la valeur ajoutée, ne peuvent être appréhendées de la même manière selon les secteurs et selon la taille des unités de production : si le chiffre d'affaires annuel a un sens pour la petite entreprise de menuiserie, il n'en a plus pour le marchand ambulant ; si la valeur des ventes hebdomadaires a un sens pour le marchand ambulant, elle n'en a plus pour l'artisan-menuisier... »*<sup>43</sup>.

Alors que de nombreux pays tentent d'incorporer des estimations assez débattues de la production du secteur informel dans le calcul du revenu national depuis les années 1960 (en Afrique francophone – Bonneau, 2015 – comme anglophone – Jerven, 2013), de grands programmes de recherche se mettent alors en place au milieu des années 1970 pour tenter de le mesurer. Le BIT lance ainsi de nombreuses études à travers son antenne latino-américaine, le PREALC<sup>44</sup> ; l'ORSTOM de son côté lance de nombreuses enquêtes à Tunis (Tunisie), Abidjan (Côte d'Ivoire), Dakar (Sénégal), Bamako (Mali), Ouagadougou (Burkina Faso), Niamey (Niger), et sert de conseil aux gouvernements (particulièrement en Côte-d'Ivoire) (Lautier, 2004). C'est dans ce cadre que se développent les réflexions d'AMIRA sur le sujet, portées par Jacques Charmes, impliquées dans la plupart de ces enquêtes.

L'enjeu est ainsi d'ajuster les méthodes d'enquête à un secteur très hétérogène, constitué d'activités artisanales et de petits commerces, aux logiques de production et de fonctionnement très diverses, et d'activités de supplément de revenu, pour lequel un questionnaire standardisé ne saurait offrir une image exploitable de sa situation. Le choix d'un critère pour définir et enquêter ce « secteur informel » devient une source importante de débats entre statisticiens, allant de critère de taille des unités de production (variant de moins de deux à moins de dix individus) à des critères d'informalité au regard de la loi (la non-inscription dans les registres administratifs, ou l'absence de comptabilité formalisée), mais ces critères ont du mal à donner sens à une réalité si hétérogène (Lautier, 2004).

42. Charmes J. (1979), « Une recherche en cours : l'enquête sur le secteur non structuré en Tunisie », *StatÉco*, n° 21.

43. Charmes J. (1982), « Le secteur non structuré dans les comptes nationaux : l'expérience de la Tunisie », *StatÉco*, n° 31.

44. Programa Regional de Empleo para America Latina (Programme régional d'Emploi pour l'Amérique latine)

Dans ce contexte, au sein d'AMIRA, Jacques Charmes met en place un protocole d'enquête innovant qui sera plus tard repris par les institutions internationales : l'enquête par focalisations successives. Mis en place notamment lors d'une enquête sur le secteur informel en Tunisie en 1978, ce protocole s'articule en trois temps. Tout d'abord « *un recensement exhaustif des établissements pour tous les secteurs de l'activité économique* » permet de recueillir une base de sondage exhaustive mais peu d'informations détaillées (Figure 6). Ce recensement sert ensuite de base à l'élaboration de « *monographies socio-économiques pour les plus importants des secteurs de l'activité économique "non structurée"* », élaborée principalement à partir d'entretiens, qui cherchent à saisir les logiques de fonctionnement des différents domaines du secteur informel. Des « sondages sectoriels » sont enfin effectués à partir des différents secteurs ayant émergé des monographies, avec un questionnaire (Figure 7) adapté à ses logiques propres pour mieux quantifier sa part dans l'emploi et dans la valeur ajoutée.

L'originalité de cette approche est de chercher à cerner ce secteur en laissant une grande place aux acteurs et à leur manière d'appréhender leur activité économique : « *Car qui est le mieux à même de nous faire accéder à cette connaissance et à cette compréhension [des fonctionnements et des difficultés de chaque profession], si ce n'est les intéressés en personne ?* »<sup>45</sup> Il s'agit ainsi d'allier deux traditions : une approche compréhensive du monde social et une conception développementaliste et interventionniste ayant la nécessité de mesurer pour mieux comprendre et gouverner l'activité économique.

Cette approche par focalisations successives constitue sûrement l'innovation d'AMIRA qui a eu le plus d'écho : Jacques Charmes a été reconnu, à la suite de ces travaux, comme expert international sur le sujet du secteur informel, ce qui l'a amené à travailler sur le sujet avec le BIT, puis à l'OCDE et à la division des Nations Unies pour les statistiques (UNSTAT), contribuant notamment à la définition internationale du secteur informel mise en place par le BIT à partir des années 1990. DIAL (Développement des Investigations à Long Terme, laboratoire créé dans la lignée d'AMIRA après sa dissolution) a repris cette idée de focalisations successives pour mettre en place les enquêtes 1-2-3, sous la direction de François Roubaud, dès 1993 à Yaoundé (Cameroun) et ensuite étendues à de nombreux autres pays d'Afrique francophone (Sénégal, Bénin, Burkina Faso, Madagascar, Maroc...) et certains pays d'Amérique latine (Pérou, Guatemala) et d'Asie (Bangladesh, Philippines).

---

45. Charmes J. (1979), *op. cit.*

Institut National de la Statistique **Zoom arrière**

D.T.T.E.E.F.F.

ENQUÊTE SUR LE  SECTEUR NON  STRUCTURE

RECENSEMENT DES ÉTABLISSEMENTS

Formulaire F<sub>1</sub>

(Remplir un questionnaire par établissement) (1)



I - LOCALISATION DE L'ÉTABLISSEMENT :

N° Questionnaire

Département : ..... Commune ou Arrond<sup>t</sup> .....

Quartier : ..... Circons<sup>n</sup> ..... Section ..... Ilôt ..... Const<sup>n</sup> .....

II - IDENTIFICATION DE L'ÉTABLISSEMENT :

1 - Nom ou raison sociale : ..... Nationalité .....

2 - Adresse : ..... N° Tél. ....

Donner N 301

CACHET

ENTÊTE DE FACTURE

3 - Nature de l'établissement :

- . Une maison-mère
- . Une succursale
- . Un établ<sup>t</sup> autonome (entreprise à établ<sup>t</sup> unique)

Si Succursale

Maison-mère

Nom ou raison sociale	.....
Adresse	.....

4 - TYPE :

- . Personne physique
- . S.A, S.A.R.L
- . Etab<sup>t</sup> public, mixte
- . Coopérative
- . Autre (à préciser)

5 - USAGE :

- . Un atelier
- . Une usine
- . Autre à préciser
- . Un local de vente
- . Un local de service
- . Un bureau
- . Un dépôt

(1) S'il y a dans le local plusieurs personnes travaillant à leur propre compte, remplir autant de questionnaires qu'il y a de personnes.

Figure 6 – Première page du questionnaire du recensement des établissements, première étape de cette enquête en trois temps

INSTITUT NATIONAL  
DE LA STATISTIQUE

REPUBLIQUE TUNISIENNE

ENQUÊTE SUR LE SECTEUR NON STRUCTURÉ

Secteur : Menuiserie-Ebenisterie

I - LOCALISATION DE L'ENTREPRISE :

N° d'ordre \_\_\_\_\_

Gouvernorat : .....	Commune ou Arrond <sup>t</sup> : .....
Quartier : .....	Circ. _____ Section : _____ Ilôt : _____

II - IDENTIFICATION DE L'ENTREPRISE :

1. Nom ou Raison Sociale : .....	2. Adresse : .....
.....	.....

III - SPECIFICATION DE L'ACTIVITE DE L'ENTREPRISE :

3.1. Activité Principale :

Menuiserie	<input type="checkbox"/> Menuisier de bâtiment (portes et fenêtres)
Menuiserie-Ebenisterie	<input type="checkbox"/> Menuisier - ébéniste (1)
Ebenisterie	<input type="checkbox"/> Ebéniste Ordinaire <input type="checkbox"/> Ebéniste de style (Louis XV, etc...) <input type="checkbox"/> Ebéniste de style arabe (bancs, salons arabesques...) <input type="checkbox"/> Fabricant de meubles en formica (cuisine, tables...)
Activités spécialisées, diversifiées ou / et complémentaires	<input type="checkbox"/> Fabricant d'articles utilitaires ou décoratifs .....
	<input type="checkbox"/> Fabricant de gros matériel .....
	<input type="checkbox"/> Carcassiste. Carcassiste sculpteur (2) <input type="checkbox"/> Vernisseur - peintre <input type="checkbox"/> Tapisserieur d'ameublement <input type="checkbox"/> Tourneur sur bois <input type="checkbox"/> Loueur de machines

3.2. Activités complémentaires ou intégrées :

Effectuez-vous, vous même, dans votre entreprise, les opérations suivantes :

Opérations	Débitage	Tour sur bois	Vernissage peinture	Tapisserie	Carcasse	Exposition vente
Pour votre propre compte						
Pour le compte d'autrui						

(1) Pour être classé dans cette catégorie, l'artisan doit avoir consacré au moins le tiers de son temps à la moins importante de ces 2 activités au cours de l'année écoulée.  
 (2) Rayer la mention inutile.

Figure 7 - Première page du sondage sectoriel pour le secteur menuiserie ébenisterie

### 3.2.4 Allier quantitatif et qualitatif : ou comment généraliser ? Une ambition de dialogue, un point de vue réaliste

L'exemple des enquêtes sur le secteur informel montre donc l'ambition d'AMIRA : allier qualitatif et quantitatif, pour offrir une image représentative et intelligible d'un monde avant tout social.

Philippe Couty le théorise dans un article emblématique d'AMIRA, « Le Qualitatif et le Quantitatif »<sup>46</sup>, où il cherche à saisir les « champs d'intelligibilité » du qualitatif et du quantitatif. Tout en critiquant cette distinction, il oppose le quantitatif et le qualitatif sur deux points : leur registre, le qualitatif mettant en avant « le singulier », le quantitatif, le « régulier », et leur système d'induction, « immédiate » pour l'un, « amplifiante » pour l'autre, par le moyen de l'inférence statistique. Ainsi, à chacun ses travers (Figure 8), le qualitatif apparaissant plus « fin », moins coûteux, (éventuellement) plus rapide, mais aussi moins robuste et ayant tendance à mettre en avant le local et le particulier, sans permettre la généralisation. À l'opposé, le quantitatif se présente comme beaucoup plus robuste, permettant d'accéder à une représentativité et une généralisation plus fortes, mais aussi lourd, long, coûteux et manquant de souplesse et ayant tendance à « autonomiser son champ d'intelligibilité », c'est-à-dire ne prenant pas en compte le contexte et les apports des autres disciplines et méthodes d'investigation.

	Constellation qualitative	Constellation quantitative
Connotations :	<b>Positives</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Contact direct avec le sensible, perception nuancée, capacité de découverte.</li> <li>- Aptitude à sentir l'imprévu, l'immatériel.</li> <li>- Facilités de réorientation des investigations.</li> <li>- Rapidité (éventuelle, en fait fondée sur une longue expérience antérieure).</li> <li>- Confusion fréquente des tâches de conception, exécution et traitement : maîtrise égale de l'ensemble du processus d'investigation.</li> <li>- Esprit de finesse ?</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Accent mis sur les dénombrements "objectifs", les sondages aléatoires rigoureux, les procédures contrôlables, les traitements impersonnels ; les généralisations vérifiables.</li> <li>- Facilité des rapports avec les organismes de financement à l'administration de la recherche.</li> <li>- Bonne image de marque auprès du public (et des contribuables ?) : scientificité, technicité, ésotérisme rassurant.</li> <li>- Canevas précis, échéances datées.</li> <li>- Esprit de géométrie ?</li> </ul>
	<b>Ambivalentes</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Petits échantillons raisonnés, questionnaires ouverts.</li> <li>- Observation-participation, recours à un éventail large de techniques, possibilité de transformer les termes de référence initiaux.</li> <li>- Elaboration artisanale, de type souvent littéraire.</li> <li>- Délais prolongés (présence sur le terrain, exploitation des matériaux).</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Echantillons importants (représentativité statistique).</li> <li>- Temps sur le terrain court, mais longue préparation et très longue exploitation.</li> <li>- Elaboration de type industriel.</li> <li>- Mimétisme par rapport aux sciences physiques.</li> </ul>
	<b>Négatives</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Manque de précision, approche subjective et individualisée, non-répétitivité, voire non scientificité ? Difficulté de généralisation.</li> <li>- Faible coût (?), mais difficulté à entrer dans les cadres prévus par l'administration de la recherche, les organismes de financement, etc.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Tendance à l'autonomisation des champs d'intelligibilité + des procédures de traitement.</li> <li>- Manque de souplesse, difficultés de réorientation rapide.</li> <li>- Lourdeur, coûts élevés.</li> <li>- Séparation des tâches de conception/exécution, traitement.</li> </ul>

**Figure 8** – Isoler les « champs d'intelligibilité » propres du qualitatif et du quantitatif (Source : Couty Ph. (1983), « Le qualitatif et le quantitatif », *StatÉco*, n° 34)

Cependant, de ce fait même, la frontière entre ces deux méthodes complémentaires est fine. Comme le conclut Philippe Couty, « la mise en place de véritables systèmes d'investigation exige une combinaison des deux registres – singulier et régulier – et des deux processus d'induction – immédiate et amplifiante ».

46. Couty Ph. (1983), « Le Qualitatif et le Quantitatif », *StatÉco*, n°34.

L'ambition d'une telle combinaison est donc double. Il s'agit d'abord d'enrichir le quantitatif de l'analyse qualitative en fondant les catégories de l'enquête et le contenu du questionnaire sur des bases qualitatives. L'objectif est de définir un « régulier » fondé sur les réalités des acteurs et les tensions sociales. Mais il s'agit aussi, par l'extension des méthodes d'investigation statistiques, de pouvoir généraliser et éprouver la représentativité des observations qualitatives.

AMIRA défend ainsi dans ses publications et dans son fonctionnement même un dialogue entre deux méthodes d'investigation très clivées d'un point de vue disciplinaire dans les années 1970 et 1980, bien que certaines de ses publications soulignent également les difficultés, les limites et les défis d'une telle collaboration, notamment dans l'association de champs disciplinaires différenciés.

Ainsi, il est souvent souligné au sein de *StatÉco* que les collaborations méthodologiques sont plus aisées que les échanges conceptuels, et une véritable remise en cause des cadres conceptuels ne paraît pas réaliste. Jacques Charmes met lui-même en avant cette limite dans le procédé d'enquêtes sur le secteur informel :

*« Le pont jeté est essentiellement d'ordre méthodologique, beaucoup plus que d'ordre conceptuel : les cadres de la comptabilité nationale et de la Planification ont pu être conservés, au moins dans une première étape. Il n'est pas impossible cependant qu'au terme de la démarche entreprise les définitions et concepts classiques soient remis en question [...] »<sup>47</sup>*

Plus généralement, l'apport concret de cette réflexion sur l'imbrication du qualitatif et du quantitatif en amont de la production statistique, s'est surtout traduit par l'élaboration de typologies fondées sur des analyses qualitatives.

### 3.3 AMIRA : un statactivisme ?

Face à ces revendications et ces apports à la conception et à la mise en place des enquêtes statistiques dans le cadre du développement, peut-on considérer l'activité d'AMIRA comme une forme de « statactivisme », et comment cela éclaire-t-il la place du groupe au sein des milieux statistiques ? I. Bruno, E. Didier et J. Prévieux donnent une double définition de ce terme (Bruno, Didier et Prévieux, 2014). Dans son acception élargie, ce dernier réunit « toutes les pratiques statistiques qui sont utilisées pour critiquer et s'émanciper d'une autorité, quelle que soit cette dernière ». Dans son sens restreint, il renvoie à « certaines de ces pratiques », « plus spécifiquement adaptées au type de pouvoir exercé dans le cadre de la gouvernamentalité néolibérale ».

Le groupe AMIRA n'apparaît tout d'abord pas particulièrement comme un statactivisme au sein de la statistique du développement francophone. Les idées du groupe sont soutenues par les trois institutions sur lesquelles il repose, avec notamment un soutien important du directeur général de l'INSEE, Edmond Malinvaud, et apparaissent avoir constitué un certain consensus au sein de la statistique française du développement, et des praticiens en Afrique francophone. Gérard Winter relate ainsi qu'Edmond Malinvaud, directeur général de l'INSEE entre 1974 et 1987, « très intéressé » par ce que faisait AMIRA, en avait évoqué les travaux à un Congrès international des statistiques.

Les publications au sein de *StatÉco* semblent refléter ce consensus relatif. Ainsi, pour introduire un modèle microéconomique dans *StatÉco*, l'éditeur de la revue, Michel Blanc, prend des précautions : « *Il [cet article] peut paraître un peu inhabituel dans notre revue* »<sup>48</sup>. Cet article est suivi des remarques et critiques de Philippe Couty, mettant en avant la « confrontation

47. Charmes J. (1979), *op. cit.*

48. Blanc M. (1984), « Éditorial », *StatÉco*, n° 37.

des hypothèses avec les faits »<sup>49</sup>, en remettant le modèle dans un contexte géographique et historique (en l'occurrence celui du Sénégal dans les années 1960), et en mettant en avant les limites de cette approche. La publication lui donne le dernier mot. De même, le ton caustique d'un article publié en 1978, « Défense et illustrations d'un moyen d'investigation en milieu rural peu connu des anthropologues : la M.A.P », dans lequel Gérard Ancey décrit la marche à pied comme un « instrument épistémologique décisif pour la connaissance du milieu rural traditionnel africain et malgache », ne pouvait s'adresser qu'à un public averti et en partie convaincu par les idées d'AMIRA<sup>50</sup>.

AMIRA n'est pas pour autant à l'abri d'oppositions. Au sein de l'INSEE notamment, fief des « statisticiens classiques »<sup>51</sup>, Gérard Winter souligne qu'« [il] y avait quelques statisticiens d'origine, de la création de l'INSEE, deux ou trois administrateurs qui ne comprenaient rien à ce qu'on faisait, qui disaient qu'est-ce qu'ils font ces gars-là (rires) [...] ». Ces oppositions émanent toutefois d'acteurs ne faisant pas partie du monde du développement et considérant ces travaux comme marginaux. La position périphérique d'AMIRA, se concentrant sur la statistique dans les pays en voie de développement, lui permet ainsi de construire une approche consensuelle dans un sous-champ à la périphérie du champ académique des théories économiques.

Cependant, au niveau international, le groupe apparaît davantage comme un statactivisme. AMIRA, du moins certaines de ses voix, s'oppose de façon assez claire aux politiques menées par les institutions issues de Bretton Woods (Banque mondiale et Fonds monétaire international), notamment les plans d'ajustement structurel et les politiques de développement issus du « consensus de Washington » (Cousy, 2006), que l'on peut rattacher à l'ère néolibérale. En 1982, Gaston Olive et Gérard Winter publient ainsi des « Libres propos sur les interventions du FMI dans les pays en voie de développement »<sup>52</sup>. Selon eux, l'approche court-termiste du FMI s'articule autour d'un enjeu principal, la réallocation des ressources vers les secteurs les plus productifs, sans analyser précisément les secteurs à la croissance potentielle la plus importante ni déterminer les centres de décision.

49. Couty Ph. (1984) « Secteur organisé et secteur informel chez les économistes du développement. Observation sur l'article de J.C. Barthélemy et F. Gagey », *StatÉco*, n° 37.

50. Ancey G. (1978), « Défense et illustrations d'un moyen d'investigation en milieu rural, peu connu des anthropologues : la M.A.P. », *StatÉco*, n° 17, pp. 114-122.

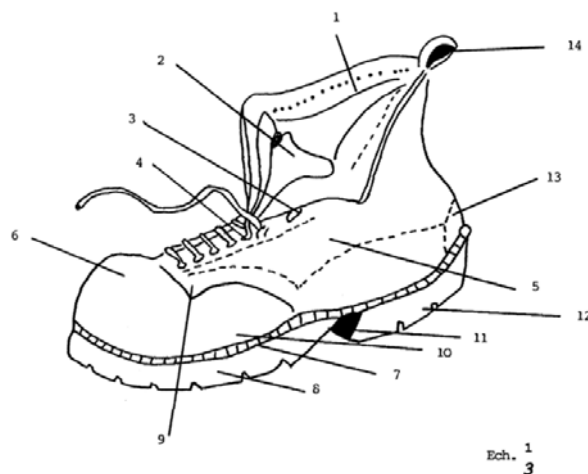
51. Entretien.

52. Olive G. et G. Winter (1982), « Libres propos sur les interventions du FMI dans les pays en voie de développement », *StatÉco*, n° 29



- 122 -

FIG. 2



1 Haut de tige ; 2 soufflet ; 3 crochet ; 4 œillet ;  
 5 tige ; 6 bout dur ; 7 trépointe ; 8 semelle ;  
 9 claque ; 10 empeigne de tige ; 11 cambrure ;  
 12 talon ; 13 contrefort ; 14 tirette.

ILLUSTRATION D'UNE CHAUSSURE  
 ADAPTEE A LA MARCHÉ DANS LE  
 SECTEUR DE BINGERVILLE

(recommandée par AMIRA)

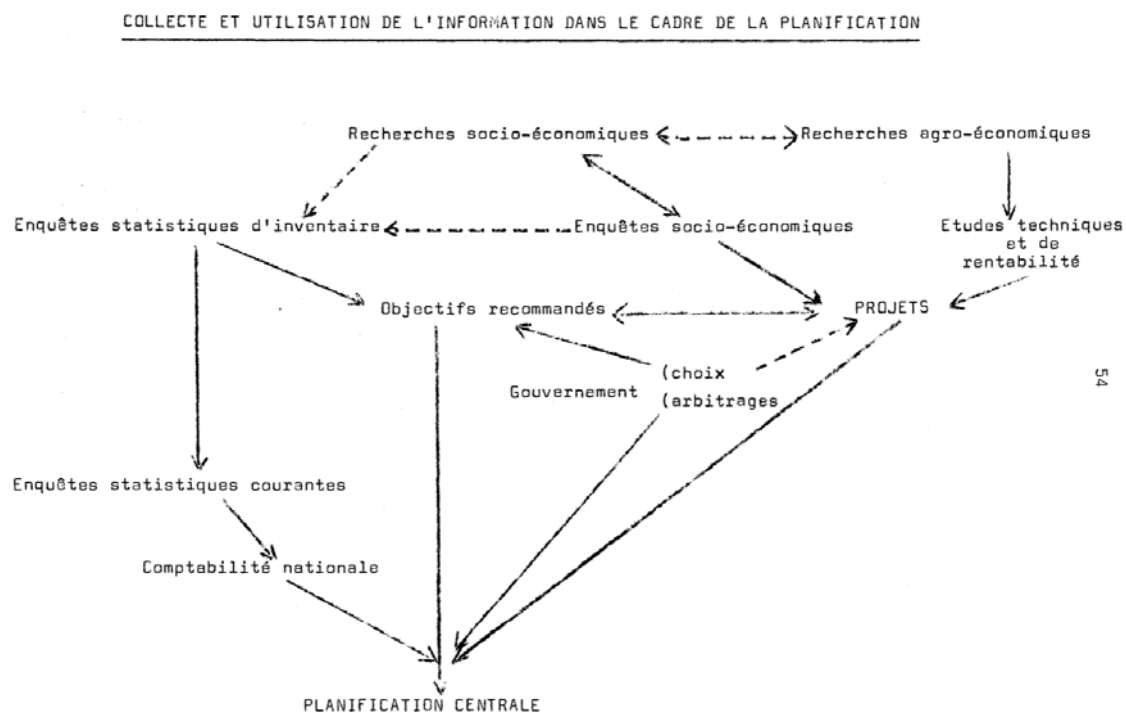
**Figure 9** – *La M.A.P.* (Source : Ancey G. (1978) « Défense et illustrations d'un moyen d'investigation en milieu rural, peu connu des anthropologues : la M.A.P. », *StatÉco*, n°17, p. 122. L'article est assez énigmatique, mais le ton est définitivement ironique comme l'illustre ce schéma de « chaussure adaptée à la marche ».)

Ils livrent enfin des propositions techniques, portant notamment sur la formation des techniciens nationaux, qui doivent être capables d'objecter aux spécialistes du Fonds. Plus largement, ils soutiennent le développement et le renforcement des organismes nationaux de prévision et de comptabilité (nationale surtout), le tout dans une optique d'« africanisation » des statistiques africaines<sup>53</sup>, visant à modifier le rapport des gouvernements nationaux aux institutions internationales. Les différentes publications du groupe AMIRA lient d'ailleurs de façon indissociable recherche, planification et choix politiques, dans une optique de développement (Figure 10).

Le statactivisme du groupe AMIRA correspond donc à une vision alternative de l'aide aux pays africains, soutenant notamment qu'elle ne doit pas se réduire à un redressement des déséquilibres dans une approche financière et monétariste<sup>54</sup>, mais qu'elle doit plutôt porter sur le développement à moyen terme. Plus largement, elle s'appuie sur une approche par les pratiques statistiques qui lui est propre, défendant une représentation du monde social et de ses tensions par les statistiques, en opposition à des autorités qui ne les reconnaîtraient pas.

53. Dumas M. (1972), « Décoloniser les statistiques », *StatÉco*, n° 2, pp. 85-86.

54. Olive G. et G. Winter (1982), *op. cit.*



54

**Figure 10** – Schéma des liens qui unissent la recherche et ses enquêtes et l'action publique, selon AMIRA (Source : Winter G. (1976), « Le planificateur et les méthodes d'investigation en milieu rural », *StatÉco*, n° 9, p. 54.)

Ces grands objets d'AMIRA, tels qu'ils sont exposés dans *StatÉco*, donnent un aperçu de la richesse de la réflexion méthodologique qui a été à l'œuvre entre 1975 et 1988, et de sa réception positive au sein des milieux statistiques français et d'Afrique francophone. Pourtant, son existence paraît assez courte, et sa fin abrupte. Comment l'expliquer ?

## 4. La fin d'AMIRA, quel(s) héritage(s) ?

### 4.1 Fin d'AMIRA : dissolution du groupe, un « message » reçu par les praticiens ?

Héraut d'une « interdisciplinarité pragmatique puis féconde »<sup>55</sup>, le groupe AMIRA est dissous en 1988. Dans ses mémoires, G. Winter avance comme raisons le fait qu'une partie du noyau du groupe avait quitté l'INSEE pour d'autres institutions, et, plus généralement, le succès du groupe. L'essentiel de son message est considéré comme « assimilé », d'autres institutions en « assurant le relais »<sup>56</sup>. La publication à la Banque mondiale d'un rapport « Réfléchir pour mesurer » par J.-L. Dubois en 1992 abonde dans ce sens.

En observant les citations d'AMIRA dans *StatÉco*, qui disparaissent après le début des années 1990, peut-on considérer le message comme reçu ? On peut faire l'hypothèse que les réflexions d'AMIRA sont passées dans le « sens commun »<sup>57</sup> du champ des statisticiens et praticiens, au point que ses travaux ne sont plus directement cités. Jacques Charmes confirme cette hypothèse, considérant que « les progrès réalisés dans la mesure de la pauvreté, dans ses diverses dimensions (y compris la perception de la pauvreté), la généralisation des observatoires du

55. Winter G. (2010), *op. cit.*

56. Entretien : il assure ainsi que « ce message qu'on voulait faire passer, on l'a dit. Et il est passé. ».

57. Au sens non-bourdieuiste du terme, P. Bourdieu le définissant comme des « évidences immédiates et souvent illusives » (*Choses dites*, Minuit, 1987).

*changement, et d'une façon générale, tous les progrès réalisés dans les méthodologies d'enquêtes, ont une dette envers AMIRA. En ce sens, les travaux du groupe ont eu quelque chose de prémonitoire.* »<sup>58</sup> L'assimilation des apports méthodologiques d'AMIRA est particulièrement aboutie au sujet des ménages : Jean-Pierre Cling, actuellement à la tête du service de coopération à l'INSEE, et Blaise Leenhardt écrivent que ce débat mené par AMIRA « *est maintenant intégré et assimilé sans l'illusion méthodologique quelque peu naïve des débuts de la statistique post coloniale.* »<sup>59</sup> Au sein du corpus de *StatÉco*, cette hypothèse paraît confirmée. Didier Blaizeau, alors appartenant à la division « Études et Méthodes statistiques pour le développement » de l'INSEE, fait ainsi référence à ces « *"fameuses" unités de collecte (chères au groupe AMIRA) que le statisticien doit in fine obligatoirement synthétiser au sein d'une entité ménage.* »<sup>60</sup> Les apports d'AMIRA au sein du paysage statistique français paraissent donc importants et durables.

Cependant, peut-on en conclure que le message d'AMIRA a été entendu et assimilé plus largement par les acteurs du développement ? Aujourd'hui, de nombreux acteurs soulignent le manque de réflexion méthodologique autour de la construction des données du développement : Jean-Pierre Cling lui-même qualifie les enquêtes ménages (Living Standards Measurement Study, LSMS) de « rouleur compresseur »<sup>61</sup>, par rapport à la faible prise en compte d'analyses sociales et historiques dans leur conception et réalisation.

De plus, au sein même du corpus de *StatÉco*, outre la disparition des mentions d'AMIRA, on remarque la diminution de la part des articles consacrés à cette réflexion méthodologique. Les sujets dont traite la revue évoluent vers des sujets plus macroéconomiques, évacuant peu à peu la question du rapport au terrain. Ce changement de thématique apparaît comme l'une des clés pour comprendre la place du groupe AMIRA et son héritage après sa dissolution. Il semble à la fois intrinsèquement lié à l'évolution du paradigme de la coopération statistique, marqué par un déclin de l'intervention française, et à l'évolution du système statistique international porté par les organisations internationales, se saisissant des problématiques des statistiques sociales. Cela nous invite donc à replacer la fin d'AMIRA dans le cadre d'un paysage international des statistiques et du développement.

#### 4.2 Un héritage et son histoire à replacer dans les relations internationales de la statistique

On ne peut en effet dissocier la fin d'AMIRA et ses héritages de l'environnement international dans lequel ce groupe s'inscrit. AMIRA s'insère en effet dans un paysage international des statistiques (Ward, 2004) où celles-ci sont un enjeu de pouvoir pour les pays, les institutions internationales (Banque mondiale et Fonds monétaire international notamment) et les bailleurs de fonds, dans la mesure où elles constituent les arguments sur lesquels ces acteurs s'appuient concurremment.

Si AMIRA a été un groupe précurseur sur nombre de thématiques, le groupe partage ces problématiques au même moment avec d'autres praticiens, chercheurs et instances, au niveau international. La mention, au sein même de la revue *StatÉco*, d'un document des Nations Unies pour l'amélioration des statistiques sociales dans un éditorial de 1976<sup>62</sup> l'illustre. De même, les questionnements autour de la mise en place de catégories adaptées préoccupent également l'UNSO (United Nations Statistical Office) au cours des années 1970 (Ward, 2004). Or, les

58. Charmes J. (2006), *op. cit.*

59. Cling J.-P. et B. Leenhardt (2006), *op. cit.*

60. Blaizeau D. (1992), « Mieux répondre aux besoins d'information sur les ménages. Quelques réflexions pour une approche cohérente », *StatÉco*, n° 72.

61. Entretien.

62. Franchet Y. (1976), « Éditorial », *StatÉco*, n° 10. Il « *insiste sur la spécificité des problèmes abordés pour différents groupes ou niveaux de développement à l'intérieur des pays.* »

réflexions méthodologiques françaises semblent peu présentes sur le plan international. En 1978, dans *StatÉco*, Yves Franchet note que « *les statisticiens francophones font peu parler d'eux dans les instances internationales. Au dernière congrès [...] ils n'ont présenté que 2 communications sur 80.* »<sup>63</sup> Bien que les travaux sur le secteur informel de Jacques Charmes ont connu un certain succès au sein du BIT, le travail d'AMIRA semble avoir trouvé peu d'écho dans le contexte international. Notamment, la publication de la synthèse des travaux d'AMIRA « Réfléchir pour mesurer » à la Banque mondiale ne semble pas avoir suscité d'applications particulières en son sein. Comment comprendre ce faible écho ?

Tout d'abord, les projets ambitieux de statistiques sociales comme le « System of Social and Demographic Statistics » sont abandonnés très tôt, dès les années 1970, par les institutions internationales, comme le souligne M. Ward (Ward, 2004). Cette tendance semble relever à la fois d'une considération pragmatique de la difficulté de mettre en place ces lourds systèmes, et d'une peur d'imposer un système statistique social trop proche d'une conception « socialiste » de l'économie. Dans cette configuration, c'est la Banque mondiale, s'opposant au UNSO, qui décide de mettre en place un système de statistiques sociales, « The Living Standards Measurement Study », en 1980. Bien que ces enquêtes existent toujours, ses choix méthodologiques sont décriés, au moment de leurs mises en place, car l'institution manque de l'expérience et du savoir-faire nécessaire. Dans cette nouvelle perspective, les réflexions d'AMIRA ne semblent donc plus avoir leur place. En effet, la Banque mondiale pense ces enquêtes avant tout comme lourdes et multifonctions, à rebours des recommandations d'AMIRA d'enquêtes légères à objectif unique, et la standardisation des catégories privilégiant la comparabilité ne laisse pas la place à une réflexion sur l'adaptation de ces catégories aux contextes nationaux voire régionaux<sup>64</sup>.

Plus que cela, les conceptions de l'économie du développement évoluent, et, avec elles, les outils statistiques perçus comme appropriés. Ainsi, comme le souligne A. Desrosières, les années 1990 marquent le passage d'un État keynésien à un État néolibéral, d'une volonté de planification à la statistique centralisée, dont les idées d'AMIRA sont proches, à une volonté de gouvernance par objectif décentralisée (Desrosières, 2013b). Dans ce contexte, les indicateurs jouent un rôle de choix, notamment les « indicateurs globaux de gouvernance » (Cling et Roubaud, 2008) permettant une évaluation relative aux objectifs fixés : les objectifs du millénaire, par exemple, adoptés en 2000 pour l'horizon 2015, et les objectifs de développement durable (ODD) depuis 2016.

Or le groupe AMIRA semble avoir manqué le tournant des indicateurs, particulièrement « *les indices synthétiques (type Indice du Développement Humain, IDH)* »<sup>65</sup>. Dans un article portant sur la question des classifications sociales et de leur opérationnalité<sup>66</sup>, tiré d'une brochure AMIRA, André Marty évoque certes les travaux d'AMIRA, dès le début des années 1980, portant sur les « indicateurs de transition »<sup>67</sup>. Ces indicateurs demeurent cependant liés à une vision planificatrice et macroéconomique, non à une gouvernance par objectifs.

Enfin la dissolution d'AMIRA s'inscrit dans un contexte de déclin continu de la coopération statistique française avec l'Afrique, donc de son modèle propre, et de la montée en force des institutions internationales. Ce déclin s'illustre notamment par la forte diminution du personnel mis à disposition dans le cadre de « l'assistance technique » passant de 23 000 en 1980 à 9 000 en 1990 et à moins de 1 000 depuis 2011 (Charnoz et Severino, 2015). Comme l'écrit Boris Samuel, les statistiques incarnent alors une « *lutte d'influence autour des manières de faire administratives, qui véhiculent avec elles une vision économique du développement* » (Samuel, 2013), et la France,

63. Franchet Y. (1978), « Éditorial », *StatÉco*, n° 16.

64. *A Guide to Living Standards Measurement Study Surveys and Their Data Sets*, World Bank, 1995.

65. Jacques Charmes, *op. cit.*

66. Marty A. (1986), « Une approche de la classification sociale en milieu rural sahélien », *StatÉco*, n° 48, pp. 57-84.

67. AMIRA (1983), « État des travaux sur les indicateurs de transition ».

hégémonique dans l'appui aux administrations de ses anciennes colonies jusqu'au milieu des années 1990, « *a laissé le terrain au FMI depuis la dévaluation de 1994* ». Les années 1990 sont marquées par un bouleversement des instituts nationaux de statistique en Afrique<sup>68</sup>, du fait d'une sollicitation accrue voire trop ambitieuse de la part des institutions internationales, dont l'influence se renforce alors, et de leur spécialisation conséquente sur un nombre réduit de sujets.

Le service de coopération de l'INSEE et le nombre de statisticiens coopérants envoyés sur le terrain sont progressivement réduits<sup>69</sup>, et la coopération française délaisse les statistiques sociales et autres enquêtes ménages pour se recentrer sur la comptabilité nationale et d'autres sujets financiers. La coopération est réorientée vers d'autres aires géographiques : Asie et pays de l'Est, notamment après la chute du mur de Berlin. C'est ce dont témoigne l'évolution des couvertures de *StatÉco* (Figure 11), à partir de 1989 : on passe ainsi d'une représentation stylisée du continent africain à une représentation du monde, centrée sur l'Afrique, l'Europe et l'Asie, marquant, suite à la chute du mur, un tournant de la coopération française vers les pays d'Europe de l'Est. Du côté français les perspectives d'héritage d'AMIRA se trouvent donc limitées.



**Figure 11** – Couvertures de *StatÉco*, de gauche à droite, numéros 15 (1978), 27 (1981), 63 (1990) et 89 (1998)

### 4.3 Les héritages d'AMIRA : la mise en place d'enquêtes pérennes par focalisations progressives, les enquêtes 1-2-3 au sein du laboratoire DIAL

Cette évolution du paysage statistique international permet de resituer la place des réflexions d'AMIRA dans la production statistique ultérieure. Malgré le succès de l'approche des institutions internationales, la France et les institutions au sein desquelles AMIRA a existé restent d'importants acteurs du développement ; quel héritage d'AMIRA peut-on saisir en leur sein ?

Le principal héritage direct d'AMIRA semble être la mise en place du laboratoire DIAL (Développement, Institutions et Analyses de Long Terme puis Développement, Institutions et Mondialisation) et d'enquêtes par focalisations progressives qui se sont graduellement

68. Cling et Roubaud (2008) : « *Ainsi, malgré un investissement considérable de ressources dans les systèmes statistiques des PED, la Banque a jusqu'ici failli dans sa mission de renforcement institutionnel, notamment des instituts nationaux de statistique ; elle a même parfois contribué à leur fragilisation. [...] Nombre de pays pauvres se trouvent donc dans la situation paradoxale où certaines activités statistiques situées en dehors du système statistique officiel sont grassement financées, alors même que les fonctions de base de la statistique publique ne sont pas remplies.* »

69. Entretien.

étendues au-delà de l'Afrique francophone. En effet, dès la fin des années 1980, alors que le groupe AMIRA disparaît, le projet DIAL est imaginé, par Gérard Winter notamment, pour qui il s'agit de « mener des études et recherches relatives à la définition, au suivi et à l'évaluation des politiques économiques dans les pays en développement, ceci afin d'éclairer la réflexion des agences de coopération et des pays d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique (ACP) lors de la mise en œuvre des plans d'ajustement structurel »<sup>70</sup>. DIAL est créé en 1990 et G. Winter le rejoint par la suite comme conseiller du directeur.

On peut y voir un lien direct avec le groupe AMIRA, puisque DIAL se caractérise aussi par une structure institutionnelle innovante, entre l'INSEE, l'IRD, et plus récemment l'AFD (Agence française pour le développement). De même, DIAL opère un « mélange intime » entre « recherche académique, d'expertise et de terrain, de coopération et enfin de mise au point de méthodes qui fait l'originalité du travail de DIAL »<sup>71</sup>.

L'un des apports de DIAL réside dans les enquêtes 1-2-3, caractérisées par une « focalisation progressive », que Winter décrit ainsi :

« Du point de vue des statistiques pures, des enquêtes statistiques, je pense que ça a eu un impact, avec DIAL. [...] L'idée que DIAL a mis en chantier, c'est les enquêtes 1-2-3, on focalise progressivement, et grâce aux renseignements qu'on a à la première, on fait la suivante mieux, et la deuxième ; cela permet de bien définir l'univers qu'on a et de mieux stratifier, définir les unités. »

Elles mettent en œuvre trois phases, à l'image des enquêtes de Jacques Charmes : une enquête auprès des ménages, afin de connaître les caractéristiques socio-démographiques et d'appréhender l'emploi ; puis une enquête sur le secteur informel à partir des données issues de la première phase, qui permettent de déterminer les unités de production ; enfin, une enquête sur les conditions de vie et la consommation d'un sous-échantillon de ménages de la phase 1<sup>72</sup>.

C'est là un héritage important du groupe AMIRA qui a contribué à l'intérêt grandissant pour la mesure du secteur informel, et l'étude plus précise de certains métiers<sup>73</sup>, à tel point que Jacques Charmes affirme lui-même, en 2006, revenant sur l'expérience d'AMIRA : « Il est aujourd'hui plus facile d'obtenir des estimations fiables pour le secteur informel que pour le secteur formel »<sup>74</sup>.

Pour autant, cet héritage est pluriel, voire disputé. Ces enquêtes 1-2-3 semblent en effet avoir été à l'origine d'approches différentes ; tout en reprenant l'innovation de Jacques Charmes, François Roubaud a cherché à combiner dans ces enquêtes une diversité de perspectives, imbriquant enquête emploi, enquête sur les petites unités de production et enquête budget-consommation, rompant avec l'approche par métier et logiques de productions chère à Jacques Charmes. Cette opposition semble également refléter une évolution des théories du développement ; les théories de la modernisation dominantes jusqu'aux années 1970, mettant l'accent sur la nécessité de l'industrialisation (et ainsi de l'étude des unités productives), ont laissé la place à une approche mettant au centre la lutte contre la pauvreté, objectif affirmé avec force par la Banque mondiale en 1990. Dans ce contexte, c'est avant tout la contribution à l'emploi et au revenu des ménages du secteur informel, perçu comme un vecteur de résilience des sociétés en tant de crise, qui focalise l'attention, perspective dont témoignent en partie les enquêtes 1-2-3.

70. Winter G. (2010), *op. cit.*

71. Cling J.-P. et Leenhardt B. (2006), *op. cit.*

72. Razafindrakoto M., F. Roubaud et C. Torelli (2009), « La mesure de l'emploi et du secteur informels : leçons des enquêtes 1-2-3 en Afrique », *StatÉco*, n° 104.

73. En entretien, Constance Torelli explique que l'approche par métier permet d'« étudier de façon plus précise certains univers ».

74. *ibid*

Pourrait-on donc considérer l'héritage d'AMIRA dans la perpétuation d'une tradition française de l'approche du développement, dont les enquêtes 1-2-3 seraient un exemple ? Cela demeure une question ouverte mais le groupe de réflexion « Ménages et Crises » organisé par Gérard Winter autour des politiques d'ajustement structurelles en Afrique et de leur conséquence au début des années 2000 s'inscrit également dans cette lignée. Alliant encore une fois sociologues, anthropologues, et économistes-statisticiens, il s'agit de mettre en avant le « jeu des normes et des acteurs » au cours de cette décennie perdue du développement et de porter une interprétation concurrente des faits économiques<sup>75</sup>.

## 5. Conclusion : forces et faiblesses de l'innovation dans la périphérie

*« My second concluding remark may seem offensive, but I wish to be lucid. Rural economics, and particularly African rural economics, never had a privileged place in prestigious, mainstream economic science and the activities of the AMIRA Group were, objectively speaking, conducted on the fringe, far from the epicenter of the major issues and the resounding debates. This estrangement and decentralization have been providential. Kept at some distance from orthodoxies and noisy conflicts alike, we were able to work in the interstitial space allowed us by a number of powerful but fairly tolerant institutions. In the arena of development research, the game is therefore not entirely lost. If we had suspected it might be, this paper is here to assure us of the contrary. »*

Philippe Couty, « Preface », in Jean-Louis Dubois, *Think before measuring*, 1992

Comme l'exprime Philippe Couty, le groupe AMIRA a donc tiré sa force de sa position périphérique et interstitielle, du fait de son objet d'étude premier, le développement rural. C'est cette position qui lui a permis d'allier des chercheurs d'horizons très différents et de mobiliser les moyens de différentes institutions, avec une flexibilité propice à l'innovation pratique et méthodologique. Elle apparaît comme un élément clé de la compréhension de la place et de l'héritage du groupe AMIRA.

C'est également cette position qui semble avoir confiné ses réflexions à un cercle restreint de praticiens du développement et africanistes, sans s'étendre complètement aux institutions internationales ayant pris le dessus dans les statistiques sociales à partir des années 1990. Dans cette ambition d'élaborer des concepts et des méthodes spécifiques, AMIRA semble embrasser une tradition française spécifique de la statistique, caractérisée par sa réflexivité. Le groupe s'inscrit en effet dans la droite lignée de la sociologie de la quantification, et d'une réflexion sur les « chaînes statistiques » (Labrousse, 2016), et dont Alain Desrosières est le représentant le plus important.

Cette tradition s'inscrit plus spécifiquement pour AMIRA dans le cadre de la coopération statistique française, qui tient ensemble deux approches bien différenciées mais mêlées en pratique, comme le soutient Bertrand Savoye. La première vise à imposer, tout en adaptant à la marge, les nomenclatures et cadres français au cas africain, approche que l'on retrouve aussi dans l'action des grandes institutions internationales. La seconde cherche à développer des « approches spécifiques » (Savoye, 2016) au continent africain, et constitue une spécificité de la coopération statistique française, dont AMIRA a été le héraut. Inductive, cette approche est aussi liée à la pluridisciplinarité et au rapport au terrain qui structurent les réflexions du groupe, qui se retrouvent aussi dans le travail qui a été mené sur les catégories socioprofessionnelles en France dans les années 1970 et au début des années 1980<sup>76</sup>.

75. Winter G., J.-P. Chauveau, G. Courage, M. Levy et al. (2001), *Inégalités et politiques publiques en Afrique. Pluralité des normes et jeux d'acteurs*, Paris, Karthala - IRD.

76. Évoquant la nomenclature socioprofessionnelle de 1982, Gérard Winter pense ainsi « que la réflexion sur les instruments est une réflexion qui n'est pas spécifique à la coopération, l'INSEE l'a fait [Desrosières] a réfléchi sur les catégories socio-prof, sur l'instrument statistique, il a bien réfléchi dessus. » (Entretien)

Un chantier, visant à étudier avec plus de précision les relations et les interactions de ce groupe avant tout français avec les administrations et les statisticiens africains et l'influence que leurs réflexions ont pu avoir au sein de ces institutions, reste ouvert. Les membres d'AMIRA mettent en effet en avant leur volonté d'échange et ont participé à de nombreuses formations destinées aux statisticiens et économistes africains francophones<sup>77</sup>.

Enfin, progressivement marginalisées, les réflexions d'AMIRA retrouvent aujourd'hui une actualité nouvelle. Les questionnements contemporains autour des statistiques du développement leur font écho. Les expérimentations aléatoires notamment, inspirées des essais cliniques randomisés, semblent souffrir d'un « *rapport distancié au terrain des chercheurs* », d'une « *vision dévaluée du qualitatif* », ou encore « *d'un cloisonnement disciplinaire* » (Jatteau, 2013), autant de thèmes abordés auxquels AMIRA a cherché à apporter des outils et des solutions. Elles soulèvent éminemment la question de la généralisation, posée aujourd'hui en matière de « reproductibilité », qu'AMIRA avait tenté de résoudre par la conjugaison du qualitatif et du quantitatif. Certains, comme Arthur Jatteau, soutiennent que les approches expérimentales aboutissent à une appréhension faussée de la réalité sociale et de certains enjeux de développement. De ce fait, les réflexions portées par le groupe AMIRA apparaissent d'une actualité nouvelle. La promotion par une partie des acteurs du développement de « *mixed methods* » pourrait tirer profit d'un retour sur le devant de la scène de l'expérience AMIRA. L'alliance des approches qualitatives et quantitatives, permettant de combiner la souplesse de l'un avec la rigueur de l'autre, dans des conditions où la mise en place d'enquêtes quantitatives rigoureuses demeure complexe, fait écho aux travaux du groupe (Bamberger, Rao et Woolcock, 2010).

A contrario, comme l'écrit cependant B. Savoye, « à force de mettre en place des outils, des méthodes d'enquêtes ou des concepts spécifiques, [l'approche particulariste] peut présenter parfois le risque d'isoler la statistique africaine » (Savoye, 2016). Au regard d'expérimentations aléatoires portées par un idéal universaliste de reproductibilité, ces « approches spécifiques » sacrifient en effet une partie de la vertu comparative des statistiques au profit d'une analyse non-réifiante. C'est cette critique qu'il s'agit de surmonter pour les défenseurs d'une pluridisciplinarité des méthodes d'investigation.

---

77. Entretien.



## Remerciements

Nous remercions chaleureusement Boris Samuel, dont les suggestions, les perspectives et l'aide nous ont été précieuses, et qui nous a accompagnés tout au long de cette recherche, ainsi qu'Emmanuel Didier, à qui nous devons notre initiation à la socio-histoire des statistiques. Merci également à Géraldine Duthé pour sa relecture et ses précieux conseils et suggestions. Nous restons seuls responsables des éventuelles erreurs et imprécisions qui demeureront dans cet article.

## Références

### Sources principales

Entretien réalisé avec Gérard Winter, Jean-Pierre Cling et Constance Torelly le 25 novembre 2019 au siège de l'INSEE.

Couty Ph. (1996), *Les apparences intelligibles*, Paris, Ed. Arguments.

Winter G. (2010), *À la recherche du développement : un fonctionnaire au service d'une passion*, Paris, Karthala.

Revue *StatÉco* de 1972 à aujourd'hui, disponible en accès libre sur le site :

[http://www.epsilon.insee.fr/jspui/handle/1/14666/browse?type=anneepublication&sort\\_by=2&order=ASC&rpp=50&etal=0&submit\\_browse=Mettre+%C3%A0+jour](http://www.epsilon.insee.fr/jspui/handle/1/14666/browse?type=anneepublication&sort_by=2&order=ASC&rpp=50&etal=0&submit_browse=Mettre+%C3%A0+jour)

Voici une sélection des articles qui nous paraissent les plus importants dans le cadre de notre recherche :

- *StatÉco*, n° 1, 1972 : A. Ficatier, « Éditorial ».
- *StatÉco*, n° 7, 1976 : G. Winter, « Présentation du groupe de recherche AMIRA ».
- *StatÉco*, n° 17, 1978 : G. Ancey, « Défense et illustrations d'un moyen d'investigation en milieu rural, peu connu des anthropologues : la M.A.P. », pp. 114-122.
- *StatÉco*, n° 21, 1979 : J. Charmes, « Une recherche en cours : l'enquête sur le secteur non structuré en Tunisie ».
- *StatÉco*, n° 29, 1982 : G. Olive et G. Winter, « Libres propos sur les interventions du FMI dans les pays en voie de développement ».
- *StatÉco*, n° 31, 1982 : J. Charmes, « Le secteur non structuré dans les comptes nationaux : l'expérience de la Tunisie ».
- *StatÉco*, n° 34, 1983 : Ph. Couty, « Le qualitatif et le quantitatif ».
- *StatÉco*, n° 43, 1985 : M.-E. Gruenais, B. Lacombe, G. Boungou et A. Guillaume, « Une enquête à l'orée de la pluridisciplinarité ».
- *StatÉco*, n° 72, 1992 : D. Blaizeau, « Mieux répondre aux besoins d'information sur les ménages. Quelques réflexions pour une approche cohérente ».
- *StatÉco*, n° 100, 2006 : J.-P. Cling et Bl. Leenhardt, « Éditorial : 100 numéros de *StatÉco* »
- *StatÉco*, n° 100, 2006 : J. Charmes, « L'héritage d'AMIRA ».

### Bibliographie générale

Assidon E. (2002), *Les théories économiques du développement*, Paris, La Découverte.

Bamberger M., V. Rao, and M. Woolcock (2010), « Using Mixed Methods in Monitoring and Evaluation: Experiences from International Development », World Bank Policy Research Working Paper n° 5245.

Barré L. (2017), « Compter pour planifier : dénombrement de la population et "capitalisme d'État" en Côte d'Ivoire (1954-1967) », *Politique africaine*, vol. 1, n° 145, pp. 109-128.

- Bédécarrats F., I. Guérin et F. Roubaud (2013), « L'étalon-or des évaluations randomisées : du discours de la méthode à l'économie politique », *Sociologies pratiques*, vol. 2, n° 27, pp. 107-122.
- Bensaïd A. (1969), « Insuffisance des statistiques de nutrition dans le tiers monde », *Économie et statistique*, n° 1, p. 69.
- Bensaïd A., R. Bascou-Brescane, R. Hallu et P. Verneil (1970), « Réalités africaines et enquêtes budget-consommation », *Économie et statistique*, n° 11, pp. 21-32.
- Bonnecase V. (2015), « Généalogie d'une évidence statistique : de la "réussite économique" du colonialisme tardif à la "faillite" des États africains (v.1930-v.1980) », *Revue d'histoire moderne & contemporaine*, vol. 62, n° 4, pp. 33-63.
- Bonneuil C. (2000), « Development as Experiment: Science and State Building in Late Colonial and Postcolonial Africa, 1930-1970 », *Osiris*, n° 15, p. 258.
- Bruno I. (2015), « Défaire l'arbitraire des faits. De l'art de gouverner (et de résister) par les "données probantes" », *Revue Française de Socio-Économie*, n° 2 (Hors-série), pp. 213-227.
- Bruno I., E. Didier et J. Prévieux (éds.) (2014), *Statactivisme. Comment lutter avec des nombres*, Paris, La Découverte : Zones.
- Chanoz O. et J.-M. Severino (2017), *L'aide au développement*, Paris, La Découverte.
- Cling J.-P. et F. Roubaud (2008), « IV. La banque de "savoirs" », in *La Banque mondiale*, Paris, La Découverte : Repères, pp. 71-91.
- Cogneau D. (2010), « 20 ans après : éléments de micro-histoire », <http://dial.ird.fr/media/ird-sites-d-unites-de-recherche/dial/documents/conferences/scientifiques/table-ronde-2010/dial20anscogneau> .
- Courade G. (1998), « Philippe Couty, Les apparences intelligibles : une expérience africaine », *Tiers-Monde*, vol. 39, n° 153.
- Coussy J. (2006), « États africains, programmes d'ajustement et consensus de Washington », *L'Économie politique*, n° 4, pp. 29-40.
- Couty Ph. (1996), *Les apparences intelligibles*, Paris, Éd. Arguments.
- Couty Ph., G. Winter G., AMIRA (1983), *Qualitatif et quantitatif : deux modes d'investigation complémentaires. Réflexions à partir des recherches de l'ORSTOM en milieu rural africain*, Paris, AMIRA.
- Crozier M. et E. Friedberg (2014 [1977]), *L'Acteur et le système : les contraintes de l'action collective*, Paris, Éditions Points.
- D'Almeida-Topor H. (2013), *L'Afrique du 20<sup>e</sup> siècle à nos jours*, Paris, Armand Colin.
- Deaton A. and N. Cartwright (2016), « Understanding and Misunderstanding Randomized Controlled Trials », NBER Working Paper n° 22595.
- Desrosières A. (1992), *La Politique des grands nombres. Histoire de la raison statistique*, Paris, La Découverte.

Desrosières A. (2013a), « La mesure du développement : un domaine propice à l'innovation méthodologique », *Revue Tiers Monde*, vol. 1, n° 213, pp. 23-32.

Desrosières A. (2013b), « Chapitre 3. Historiciser l'action publique : l'État, le Marché et les Statistiques. », in *Pour une sociologie historique de la quantification : l'argument statistique I*, Paris, Presses des Mines, pp. 39-56.

Doligez F. (2016), « Retour sur l'expérience d'Amira, 1975-1988 », *Afrique contemporaine*, vol. 2, n° 258, pp. 132-34.

Dubois J.-L. (1992), « Think before measuring: methodological innovations for the collection and analysis of statistical data », Social dimensions of adjustment in sub-Saharan Africa working paper, n° 7, Washington DC, World Bank.

Egil F. (2015), « Les objectifs de développement durable, nouveau "palais de cristal" ? », *Politique africaine*, n° 140, pp. 99-120.

Enten, F. (2017), « Temporalités des systèmes d'alerte précoce et extraversion de l'État éthiopien (2003-2016) », *Politique africaine*, n° 145, pp. 65-83.

Fioramonti L. (2014), *How Numbers Rule the World: The Use and Abuse of Statistics in Global Politics*, Londres/New York, Zed Books.

Gentil D. (2013), *Au cœur de la coopération internationale, trajectoires d'un praticien*, Paris, Karthala.

Jatteau A. (2013), « Expérimenter le développement ? Des économistes et leurs terrains », *Genèses*, n° 93, pp. 8-28.

Jerven M. (2013), *Poor Numbers: How We Are Misled by African Development Statistics and What to Do About It*, Ithaca, Cornell University Press.

Labrousse A. (2016), « Chaînes statistiques et économie politique du chiffre », *Annales. Histoire, Sciences Sociales*, n° 4, pp. 845-878.

Lautier B. (2004), *L'économie informelle dans le Tiers-Monde*, Paris, La Découverte : Repères.

Razafindrakoto M., F. Roubaud et C. Torelli (2009), « La mesure de l'emploi et du secteur informels : leçons des enquêtes 1-2-3 en Afrique », *StatÉco*, n° 104.

Samuel B. (2013), « La production macroéconomique du réel : formalités et pouvoir au Burkina Faso, en Mauritanie et en Guadeloupe », Thèse de doctorat, Sciences Po Paris.

Samuel B. (2016), « Étudier l'Afrique des grands nombres », *Annales. Histoire, Sciences Sociales*, n° 4, pp. 897-922.

Samuel B. (2017), « Planifier en Afrique. Introduction au thème », *Politique africaine*, n° 145, pp. 5-26.

Sanner P. (1994), « Contribution à un mémorial du service colonial de statistiques 1923-1958 », *Journal de la société statistique de Paris*, vol. 135, n° 1, pp. 73-99

Savoye B. (2016), « Approches françaises de la statistique en Afrique. Quels enseignements tirer de quatre décennies de coopération intense », *Afrique contemporaine*, n° 258, pp. 113-129.

Touchelay B. (1998), « Le développement de la statistique d'Outre-mer du début du siècle aux indépendances : l'accomplissement progressif d'une tâche de souveraineté », in Comité pour l'histoire économique et financière de la France (1998), *Un siècle de relations monétaires et financières*, Colloque tenu à Bercy les 13, 14 et 15 novembre 1996, Paris, Imprimerie nationale, pp. 259-280.

Ward M. (2004), *Quantifying the World: UN Ideas and Statistics*, Bloomington (Ind.), Indiana University Press: United Nations Intellectual History Project Series.

Winter G. (2010), *À la recherche du développement : un fonctionnaire au service d'une passion*, Paris, Karthala.

Winter G., J.-P. Chauveau, G. Courage, M. Levy *et al.* (2001), *Inégalités et politiques publiques en Afrique : pluralité des normes et jeux d'acteurs*, Paris, Paris : IRD, Karthala.

World Bank (1995), *A Guide to Living Standards Measurement Study Surveys and Their Data Sets*.